



ILLUSTRATIONS: NINI LA CAILLE

Masters : l'embarras du choix

Ces diplômes bac + 5 sont souvent la dernière étape avant une insertion professionnelle pas toujours sereine. D'où la nécessité de bien s'informer avant de se lancer

Employabilité. C'est un terme un rien barbare. Emprunté par le jargon universitaire à celui des entreprises. Il dit tout l'enjeu de ces études longues, ces masters, mastères, mastères spécialisés, masters of science... L'enjeu pour ces étudiants qui ont choisi de le rester, jusqu'à bac + 5 et au-delà... Et dont beaucoup se posent cette question: «*Stop ou encore?*» «*Je paniquais à l'idée de m'engager dans un boulot; cela sous-entendait rester au moins plusieurs années dans la boîte, commencer à construire quelque chose, s'installer. Je n'étais pas prête à ça*», nous a confié Julie, 26 ans, pourtant double diplômée d'EM Lyon et Centrale. Faire des études, mais pour en faire quoi? Telle est la question que nous posons dans ce supplément. Tout ne sera pas facile. Le sociologue Louis Chauvel prévient: «*Même un master n'offre plus la certitude d'une entrée facile sur le marché de l'emploi.*» Le niveau bac+5 reste cependant la meilleure garantie pour s'insérer sans encombre: 83% des jeunes titulaires d'un master sont en emploi douze mois

après l'obtention de leur diplôme, selon le dernier baromètre de l'APFC – mais seuls 62% sont en contrat à durée indéterminée.

Aujourd'hui, avec près de 5 000 masters habilités par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, les jeunes et leurs recruteurs potentiels n'ont que l'embarras du choix. Embarras, c'est le mot. Grandes écoles et universités mettent les petits plats dans les grands pour capter, captiver, ces étudiants en quête de sens autant qu'd'avenir, et souvent encore incertains. Une génération qui n'a pas attendu Parcoursup pour revendiquer le droit de se tromper, de tâtonner, de changer d'avis, de prendre des chemins de traverse.

Menu copieux

Le menu est copieux, on le verra dans ce supplément. Du «*data scientist*» au «*chief data officer*» – sans oublier le *data journalist* –, afficher «*data*» sur son CV est un plus pour séduire les recruteurs. Le réchauffement climatique est désormais un sujet de société incontournable? Les masters «*énergies renou-*

velables» et «*développement durable*» ont justement le vent en poupe. Même si ceux du pétrole et du nucléaire n'ont pas dit leur dernier mot.

Un master post-moderne? Voilà les «*humanités numériques*», à la croisée de l'informatique et des sciences sociales. Un master à double détente? Les cursus hybrides font leur nid jusque chez les avocats. Droit et management peuvent faire bon ménage, y compris à Assas, la fac de droit par excellence. Sans oublier qu'un cabinet d'avocats, c'est aussi, et d'abord, une entreprise.

Besoin de souffler? Une année de césure et ça repart! Un an pour réfléchir, pour se frotter au monde du travail, pour découvrir le monde... Un an pour trouver – pour donner – un sens à ses choix sinon à sa vie.

Viendra ensuite le temps des réseaux d'anciens. Les universités – «*enfin!*», diront certains – veulent davantage s'appuyer sur les «*assos*» d'alumni. Un réseautage bien utile dans le monde du travail sur lequel ont depuis longtemps misé les grandes écoles. ■

PASCAL GALINIER ET JESSICA GOURDON

DOSSIER

À VOS MARQUES!

Dix (bonnes) questions à se poser avant de choisir son master. PAGE 2

«LA FIN DES ÉTUDES EST SOURCE D'ANGOISSE»

Le sociologue Louis Chauvel décrypte l'intégration professionnelle des étudiants. PAGE 5



ILS VEULENT PRENDRE LE LARGE

Reportage au Havre, à l'Ecole nationale supérieure maritime, en pleine réforme. PAGE 10

ILS ÉTUDIANTS EN PSYCHO FUIENT VERS LA BELGIQUE

Le pays accueille des jeunes qui n'ont pas obtenu de place en master en France. PAGE 11

À SUIVRE

ARTS LUDIQUES

Ils ont osé s'écouter et se sont lancés avec succès dans l'univers du jeu vidéo. Portraits de deux jeunes gens qui ont su construire leur propre chemin. PAGE 12



Et si je faisais le bon choix pour mon avenir ?



Partenaire de votre réussite

CONCOURS TREMPLIN

Admissions parallèles après BAC+2/BAC+3/BAC+4

Intégrez une école de management triplement accréditée - www.ecricome.org

1410 places

proposées au concours 2019

Les questions à se poser pour bien choisir son master

Avec près de 5 000 masters habilités par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche auxquels s'ajoutent les formations à l'étranger, il n'est pas toujours facile de faire le tri

Un choix hautement stratégique. Le master, bien souvent la dernière étape avant l'insertion professionnelle, est un diplôme-clé, qui déterminera pendant de longues années un niveau de salaire et des perspectives d'évolution. Mais si le «niveau master» est acquis pour toute une carrière, son intitulé ou sa spécialité conditionneront pour beaucoup, pendant les premières années de la vie active, le type d'emploi obtenu ou le secteur d'activité. Le master est une rampe de lancement : voilà pourquoi il ne faut pas se tromper. Grande école ou université ? En apprentissage ou pas ? Généraliste ou très spécialisé ? Avec près de 5 000 masters habilités par l'Etat, il n'est pas toujours facile de se décider.

Quelle spécialisation choisir ?

Quelle que soit la discipline, «choisir un master, c'est faire le choix d'une spécialisation en vue d'un projet professionnel», avertit Khaled Bouabdallah, président de l'université de Lyon et vice-président de la Conférence des présidents d'université (CPU). Donc, avant de se lancer tête baissée, il faut commencer par identifier les secteurs d'activité, voire les métiers vers lesquels on souhaite se diriger. «Car c'est bien cette réflexion sur l'après-études qui déterminera la formation et non l'inverse !», insiste Anne-Marie Lardreau, conseillère au Centre d'information et de documentation jeunesse (CIDJ).

Il faut aussi s'intéresser aux spécialisations proposées en deuxième année de master. «Si on veut se former à l'intelligence artificielle (IA), il faut d'abord aller chercher le M2 [deuxième année de master] qui offre cette spécialisation, puis identifier le M1 [première année de master] correspondant», précise Jean-Marc Geib, directeur du département évaluation des formations au Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (Hcéres). Tous les masters infor-

« On remarque souvent que les masters de bonne qualité sont aussi ceux dans lesquels les étudiants sont acteurs de leur formation »

Jean-Marc Geib
du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

matiques ne proposent pas une spécialisation en IA. » Avant de postuler à une formation, mieux vaut donc se renseigner, explorer les maquettes des cours, provoquer des rencontres, discuter avec les enseignants, questionner les étudiants...

Peut-on changer de discipline ?

Il est possible de changer de domaine entre la licence et le master, à condition toutefois d'avoir les compétences nécessaires pour suivre la formation visée. «Il n'est pas question par exemple de passer de psychologie à maths», remarque Anne Reboud, directrice du service universitaire d'information et d'orientation (SUIO) de l'université de Nantes. Quelle qu'en soit la raison, il faut que le changement de cap s'inscrive dans un projet cohérent et puisse être argumenté.

Sans être impossibles, les bifurcations entre la première et la deuxième année de master sont plus difficiles encore. Ainsi, «un étudiant qui a choisi un M1 de droit privé pourra très difficilement poursuivre en droit public en deuxième année», prévient Jean-Marc Peyricol, directeur de master à l'université Paris-Sud. Le master est en effet un diplôme en deux ans «qui a une cohérence, une logique de progression des apprentissages construite sur quatre semestres», justifie Khaled Bouabdallah. Et chaque université élabore ses propres maquettes. D'où l'intérêt de se poser les bonnes questions et de bien mûrir son projet avant de faire son choix.



Tous les masters se valent-ils ?

«Un bon master est un master qui permet d'accéder rapidement à un emploi pour lequel on a été formé et qui offre une rémunération correspondant à un diplôme bac + 5. Ce qui n'est pas le cas de tous les cursus», met en garde le président de l'université de Lyon, Khaled Bouabdallah.

Pour se faire une idée claire de la qualité d'une formation, les rapports d'évaluation du Hcéres sont une ressource intéressante. L'organisme y met en avant les forces et les faiblesses de chaque cursus. Parmi les critères retenus figurent les effectifs, le suivi des étudiants diplômés, la dimension internationale, le contenu et l'organisation de la formation, mais aussi l'environnement du master : les partenaires industriels et professionnels sont-ils importants ? Ya-t-il des labos de recherche reconnus où poursuivre en thèse ? Autre élément pris en compte : la vie étudiante. Est-ce que des étudiants participent au conseil de perfectionnement ? Sont-ils bien représentés à la commission paritaire pédagogique sur les programmes ? «On remarque souvent que les masters de bonne qualité sont aussi ceux dans lesquels les étudiants sont acteurs de leur formation», assure Jean-Marc Geib. Outre ces rapports d'évaluation, Anne Reboud, du SUIO de l'université de Nantes, conseille d'étudier les enquêtes d'insertion mises

en ligne sur les sites des universités : «Elles donnent des informations sur les parcours des anciens : le métier exercé, le salaire, la durée de recherche d'emploi...»

Les masters sont-ils sélectifs ?

Dans la très grande majorité des facultés, la sélection s'opère à l'entrée en M1. Seuls 400 masters, principalement en droit et dans une moindre mesure en psycho, ont maintenu une sélection en M2 à la rentrée 2018. Ce sont les responsables de master qui fixent les critères d'admission et dressent une liste de «prérequis». Généralement, la sélection est effectuée sur dossier. «Les notes, la cohérence du projet professionnel, la motivation sont regardées de près», prévient Anne Reboud.

Pour les masters les plus sélectifs, cet examen peut être complété par un entretien. «Les examinateurs essayent alors de voir si le jeune a une assise académique suffisante pour aller jusqu'à l'obtention du diplôme, s'il est en mesure d'expliquer ses choix, de dire en quoi le master visé va lui permettre de construire son projet professionnel», précise Khaled Bouabdallah. Il n'est pas nécessaire de citer un métier précis mais au moins un secteur d'activité. Lors de ces entretiens, Jean-Marc Peyricol s'intéresse au parcours de l'étudiant : est-il parti à l'étranger ? A-t-il fait des stages ? «Même si ces derniers ne sont pas obligatoires, ils sont clairement un plus sur le CV !»

Quels sont les masters les plus demandés ?

Tous les masters sont sélectifs mais certains plus que d'autres. Le taux de pression – rapport entre le nombre de vœux 1 exprimés et le nombre de places disponibles – est un bon indicateur pour mesurer la sélectivité d'un master. Plus il est élevé, plus l'accès à la formation est difficile. «Mais ce taux n'est pas toujours facile à trouver», signale Anne Reboud. Comme il figure rarement sur le site des universités, il faut aller le chercher à la scolarité ou en posant la question sur les forums, les salons. »

Parmi les masters qui affichent les taux de pression les plus élevés, psycho, biologie, économie-gestion, droit, mais aussi méthodes informatiques appliquées à la gestion des entreprises (Miage) arrivent en tête. Mais ce «classement» peut varier fortement d'une université à l'autre.

La ville est-elle importante ?

Lorsque l'on choisit son master, l'une des premières questions à se poser est celle de la mobilité. Est-on prêt à changer d'université, de ville, d'académie et même de région ? Selon la réponse, l'éventail de choix ne sera pas le même. Car si la vie étudiante est importante pour réaliser des études dans des conditions optimales, changer de région implique souvent un coût, lié notamment aux frais de logement. Dans certains cas, l'étudiant peut ne pas avoir le choix. Les mentions de master sont en effet très pointues et toutes les universités ne couvrent pas la totalité des spécialités.

La qualité du tissu économique varie aussi d'une ville à l'autre. Pour la mesurer, Anne-Marie Lardreau conseille «une enquête de terrain sur les opportunités offertes par les entreprises pour les stages ou formation en alternance, à partir par exemple de l'étude BMO [besoins en main-d'œuvre], réalisée chaque année par Pôle emploi».

Est-il possible d'effectuer un master en partie à l'étranger ?

«Les milieux professionnels sont de plus en plus internationalisés, les formations de bac + 5 se doivent de l'être également», rappelle le président de l'université de Lyon. La plupart des masters prévoient un cursus à l'international d'un semestre, voire d'une année, et il est presque toujours possible de faire son stage à l'étranger.

Pour mesurer plus précisément le degré d'ouverture d'une formation, le nombre de bourses Erasmus disponibles, les quotas d'étudiants que l'établissement envoie chaque année à l'étranger, les éventuels partenariats ou doubles diplômes avec des établissements étrangers sont autant d'indicateurs à prendre en compte.

Peut-on faire un master en alternance ?

Oui, et c'est même conseillé quand cela est possible. Les masters en alternance ont en effet le vent en poupe. «C'est une insertion pro quasi garantie à l'issue de la formation, voire très souvent avant. C'est, par ailleurs, un bon calcul financier», confirme Khaled Bouabdallah. Pour répondre à cet «engouement» des étudiants, de plus en plus de masters s'ouvrent à l'alternance. Pour rejoindre ce type de cursus, outre le fait de devoir trouver une entreprise, il faut présenter un dossier académique correct et surtout être très motivé.

Master, MSc et mastère spécialisé, est-ce pareil ?

Un master est un diplôme national, délivré par les universités. Des grandes écoles délivrent aussi des diplômes «conférés le grade de master», certifiés par le ministère de l'enseignement supérieur.

Les écoles de la Conférence des grandes écoles (CGE) proposent, elles, des mastères spécialisés (MS), des formations d'un an pour se spécialiser dans un domaine. Les candidats doivent être titulaire d'un diplôme bac+4 minimum – mais beaucoup ont déjà un master, et viennent y chercher un réseau, des compétences sectorielles ou une insertion professionnelle facilitée.

Enfin, les formations labellisées Masters of science (MSc) sont des cursus de 18 ou 24 mois délivrés par les écoles de la CGE. Elles sont destinées aux étudiants étrangers – la plupart des cours sont en anglais, mais les étudiants français qui visent une carrière internationale peuvent y accéder (bac+4 minimum, bac+3 sur dérogation). ■

ISABELLE DAUTRESME

Fin des études, début des inquiétudes

L'entrée dans la vie active cristallise les questionnements et les peurs chez certains jeunes. Parfois au point de remplir

Lorsque vient l'heure du grand saut, chacun l'aborde à sa manière. Certains, fonceurs ou téméraires, plongent tête la première. D'autres jaugent le bassin avec appréhension et ne diraient pas non à un temps de répit avant de s'immerger totalement dans le grand bain. À écouter les inquiétudes des étudiants en dernière année d'études supérieures, la métaphore illustre bien ce moment charnière où les uns et les autres doivent, de gré ou de force, quitter la vie étudiante et se lancer sur le marché du travail.

« La question du sens du travail est au cœur des préoccupations de la génération Y »

Jean-Luc Bernaud, professeur en psychologie du conseil et de l'orientation, Iris admet volontiers faire partie de la deuxième catégorie : « C'est clairement pour retarder la fin de mes études que je me suis lancée dans une thèse », raconte la jeune femme. La doctorante en informatique médicale à Paris a commencé son cursus par une classe prépa, au sortir de sa terminale scientifique. « A l'issue des concours, j'ai été prise à l'Ensta ParisTech, une école d'in-

génieurs, et j'y suis donc allée sans me demander une seule fois ce que j'avais envie de faire », poursuit la jeune femme de 23 ans. Alors, une fois son diplôme d'ingénieur en poche, impossible pour elle de se projeter.

« Syndrome de l'imposteur »

Cette problématique est très prégnante parmi les étudiants admis dans des écoles sélectives. « Pendant leurs années de classe prépa, parents et professeurs leur ont fait comprendre qu'ils n'avaient pas besoin de choisir, que le doute n'avait pas sa place à cet instant T et qu'ils devraient seulement réussir "le plus dur et le plus prestigieux", observe Anne Delaigue, psychologue à l'École polytechnique. C'est donc très brutalement que ces questions se posent dès l'arrivée à l'école. Qui suis-je ? Pourquoi suis-je là ? Qu'est-ce que je veux vraiment faire ? » A la fac, ce moment du choix apparaît particulièrement en début de master 2, après des années d'un cursus poursuivi comme un continuïté, « sans forcément envisager un métier en bout de course », souligne Marilène Callegari, psychologue à l'université Paris-Diderot.

Pour beaucoup d'étudiants, c'est alors le grand flou et l'angoisse qui surgissent. « En commençant Sciences Po Bordeaux, je me suis simplement fié au dicton "le plus dur, c'est d'y entrer". J'ai validé mes années les unes après les autres. A la fin, la

question de l'insertion professionnelle s'est brutalement présentée », abonde Pierre, étudiant en master 2 qui, arrivé en fin de cursus, ne parvient toujours pas à envisager un métier dans lequel il s'épanouirait.

Comme lui, de nombreux jeunes évoquent leur appréhension à l'idée de ne pas trouver le job « idéal » en sortie d'études. Un enjeu générationnel, pour le professeur des universités en psychologie du conseil et de l'orientation Jean-Luc Bernaud. « La question du sens du travail est au cœur des préoccupations de la génération Y, analyse-t-il. Ces jeunes n'aspirent plus à faire des carrières seulement pour des raisons de rémunération mais ont besoin de sens et de faire coïncider leur travail avec leurs valeurs. »

Pour Iris, cette question constitue un véritable blocage : « J'ai l'impression que jamais rien ne me plaira vraiment, souffle la doctorante. Je vois plein de gens qui sont passionnés par leur travail, et je me dis sans cesse qu'il faudrait que je trouve cet idéal. Mais je n'y parviens pas. » Pour tous les spécialistes interrogés, cette tendance à la comparaison joue beaucoup sur le stress des étudiants, très souvent renforcé par une forte peur de décevoir.

« Quand vous êtes diplômé d'une grande école – mais c'est aussi le cas à la fin d'un long cursus universitaire –, on vous attend au tournant », observe Anne

Delaigue. Ces jeunes se heurtent à l'« image mythique » que la société a de ces formations. « Partout où ils arrivent, en stages ou en embauche, on pense qu'ils sont dotés de compétences exceptionnelles, ce qu'ils savent être faux. C'est très stressant pour eux », ajoute-t-elle.

« Commencer un métier n'est pas un enfermement, bien au contraire »

Dominique Monchablon, psychiatre

D'autant que beaucoup d'entre eux ne se trouvent pas encore légitimes à endosser une casquette de professionnel. « Ce sentiment d'incompétence est extrêmement partagé, et ce quel que soit le niveau de formation, explique Dominique Monchablon, psychiatre à l'ESCP Europe et chef de service du Relais étudiants lycéens à Paris. En découle ce qu'on appelle le syndrome de l'imposteur : ces étudiants redoutent que leur savoir ne soit trop académique et de ne pas être à la hauteur de ce qu'on va leur demander. »

Pour d'autres, choix du premier emploi rimerait dramatiquement avec engagement irréversible. Julie, 26 ans, a fini ses études il y a quelques mois, après un cursus foisonnant : classe préparatoire de commerce, puis entrée à l'école

de commerce EM Lyon en 2012. Elle est ensuite prise en parallèle en ingénierie à Centrale, en 2014. Deux écoles menées de front pour cette jeune femme qui se sentait dans la vie étudiante comme un poisson dans l'eau. Lorsque arrive la fin du cursus, son ventre commence à se nouer. « Je paniquais à l'idée de m'engager dans un boulot : cela sous-entendait rester au moins plusieurs années dans la boîte, commencer à construire quelque chose, s'installer... Je n'étais pas prête à ça. »

Dominique Monchablon se veut rassurante sur cette question de l'engagement : « Les étudiants ont souvent peur d'entrer dans un parcours stérilisant qui étoufferait leurs autres passions. Commencer un métier n'est pas un enfermement, bien au contraire. Leurs compétences propres sont amenées à être sollicitées et à se développer tout au long de leur parcours professionnel. »

« Incapacité à conclure »

Nombreux sont alors les étudiants qui font tout pour retarder le moment de l'entrée dans la vie active. Certains, inhibés par le sentiment d'incompétence, poursuivent des études encore une ou deux années : un autre diplôme, une autre spécialisation... D'autres se retrouvent en fin de cursus à devoir lutter contre une sorte d'« incapacité à conclure » : mémoires qui traînent en longueur, sabotages inconscients...

Une manière de « freiner des quatre fers », que Christophe Ferveur et Catherine Bréban, psychologues au Relais étudiants lycéens, expliquent par une prise de conscience progressive de l'« accélération » qui est à l'œuvre dans le monde professionnel. « Ils savent que, pour s'adapter à des carrières qui ne seront plus linéaires, ils vont devoir se former en permanence », explique Christophe Ferveur, qui préside également le réseau de soin Resppet. Et « beaucoup – c'est nouveau – s'inquiètent de l'abaissement progressif des frontières entre vie personnelle et vie professionnelle », ajoute Catherine Bréban.

Mais loin d'alarmer la psychologue, l'expression de ces inquiétudes et le surgissement de ces questionnements lui paraissent au contraire extrêmement moteurs, quand ils sont pris à bras-le-corps. « Les risques psycho-sociaux qui surgissent dans le monde professionnel peuvent prendre leurs racines dans les anxiétés non traitées des étudiants, analyse-t-elle. Ceux qui se retrouvent en burn-out en entreprise sont ceux qui, trop longtemps, ont mis la poussière sous le tapis et ne se sont pas autorisés à s'interroger sur leurs futures pratiques. » Et si ces peurs étaient finalement un moyen de secouer le paillason, avant de passer la porte de l'emploi ? ■

ALICE RAYBAUD

80 entrepreneurs EDHEC intègrent chaque année
STATION F à Paris pour accélérer leur start up.

EDHEC
BUSINESS SCHOOL

STATION F

Classée 1ère Grande École en France pour la dimension entrepreneuriale (FT Ranking Top MBAs for Entrepreneurship 2018), l'EDHEC est partenaire de Station F, le plus grand campus international de start-up au monde, grâce au soutien décisif de diplômés EDHEC mécènes. Cet hébergement complète l'offre de l'incubateur EDHEC entrepreneurs et son dispositif d'accompagnement exceptionnel, accessible depuis le monde entier, et au cœur de l'écosystème parisien. Déjà 1000 emplois créés par 200 start up accompagnées à son actif.

Make an impact*

EDHEC.EDU



Manon Latge
EDHEC MASTER 2014

Fondatrice de Né à, la marque des maternités pour la maternité

Julie Chapon
EDHEC MASTER 2011

Co-fondatrice de Yuka, l'application qui analyse la composition des produits

Thomas Massimi
EDHEC BBA 2016, EDHEC MASTER 2017

Fondateur de la chaîne Youtube musicale Electro Posé et du label Inside Records

* Agence au 1^{er} le monde

Y&R Paris 2018

Les universités au défi de l'employabilité

Leurs services d'aide à l'insertion professionnelle des étudiants progressent. Mais, avec des moyens moindres et des cohortes d'étudiants plus importantes, ils ne rivalisent pas encore avec ceux des grandes écoles. Reportage à Rouen

Au cœur du campus de Neoma Business School, à Rouen, se dresse un château aux allures de Moulinsart. Depuis les baies vitrées des salles de classe, il apparaît nappé dans le crachin en cette matinée grisâtre de janvier. Pas de distraction, les étudiants se concentrent sur le cours du jour : la restitution de leurs entretiens obligatoires avec des professionnels, des anciens de l'école.

« J'ai parlé avec un "chief transformation officer", celui qui met en place un programme de développement des start-up, explique Nadia Taimi. Ces échanges informels m'ont permis de poser des questions que je n'aurais pas pu aborder en entretien d'embauche. »

C'est le département « talent & carrière » de l'école, l'ancienne ESC Rouen, désormais fusionnée avec celle de

entreprise. Ma conseillère m'en a expliqué les avantages et inconvénients, l'administratif, et comment adapter mon CV. A priori, j'ai trouvé un contrat en Norvège. »

Une culture de l'insertion professionnelle que, sur le campus voisin de l'université de Rouen-Normandie, le Bureau d'aide à l'insertion professionnelle (BAIP) essaie de développer pour les 29 000 étudiants. Derrière les portes d'un large bâtiment gris, cinq membres du personnel mettent à disposition des étudiants des fiches métiers, des offres de stages ou d'emplois, des manuels pour peaufiner leur candidature. Des rendez-vous personnalisés sont aussi possibles.

« Nous avons organisé treize séances de simulations d'entretien depuis 2011, en plus de celles mises en place de manière autonome par les équipes pédagogiques au sein de certaines formations », explique Séverine Bagot-Renaud, responsable du BAIP.

Depuis la rentrée 2018, des modules d'insertion professionnelle ont été rendus obligatoires par la direction pour tous les masters, notamment ceux initialement orientés sur la recherche, et en licence. Soit une dizaine d'heures par an minimum pour apprendre aux étudiants à identifier les métiers et secteurs, à faire un CV, une lettre de motivation, à passer un entretien, etc. « J'interviens parfois pour parler des nouvelles opportunités d'emploi, par exemple celles autour du bien-être au travail en philosophie », détaille M^{me} Bagot-Renaud.

Réticence des enseignants

Dix ans après la loi du 10 août 2007 sur l'autonomie des universités, la culture de l'employabilité dépend encore de la motivation des équipes pédagogiques. « Parfois des enseignants disent que les modules qui y sont consacrés empiètent sur la formation de base, et n'y accordent pas autant d'heures que prévu », déplore la responsable du BAIP rouennaise.

Beaucoup d'étudiants plaident pourtant pour plus de contacts avec le

monde professionnel. « Quand j'étais en master d'histoire, nous avons eu une dizaine d'ateliers d'aide à l'insertion professionnelle en master 1. Cela restait marginal et pas assez sur le long terme, souligne Clément. Aujourd'hui je suis à l'Institut d'administration des entreprises [IAE] de l'université, et je vois toutes les disparités entre composantes. Ici, on s'inspire beaucoup plus des écoles de commerce, on bénéficie d'une plate-forme informatisée d'offres de stages et d'emploi, d'une association d'anciens, de petits déjeuners avec des recruteurs... »

L'UFR de droit, sciences économiques et gestion fait aussi figure de modèle. Depuis septembre 2017, un bureau consacré à l'insertion professionnelle y a été créé en interne. Deux personnes y conseillent les étudiants sur leurs recherches de stage, d'alternance ou d'emploi. « Il y a beaucoup de demandes des étudiants concernant les stages obligatoires, qui se développent de plus en plus à l'université et qui font la différence sur le marché de l'emploi », souligne Johan Dechepey, vice-doyen chargé de l'insertion professionnelle.

En mars, ce service organisera pour la quatrième fois un forum entreprises, où plus d'une centaine de recruteurs seront présents. Le dispositif s'inspire des écoles de management où il est classique, comme chez la voisine Neoma, qui organise deux forums physiques et même – récente innovation – deux forums virtuels par an. « Une super occasion de rencontrer directement de nombreux recruteurs », souligne Salvador Denoyer, en première année de master à Neoma. Autre chantier en cours à l'université : la constitution d'un annuaire des anciens étudiants.

Une des faiblesses des universités est en effet l'absence de réseaux d'anciens structurés. Au contraire, les écoles de commerce ont su capitaliser sur cette richesse. L'association Neoma Alumni, animée par huit salariés permanents, organise ainsi 550 événements par an. « Les diplômés bénéfi-

cient du réseau Neoma non seulement à leur sortie, mais aussi tout au long de leur carrière », détaille Agnès Flouquet, la directrice générale de la structure. Son budget est secret, mais la moitié vient de l'école. Un outil précieux, assure Olivier Rull, diplômé en 2017, qui a créé sa start-up : « Il m'a permis de nouer des relations plus aisément et j'ai réussi à décrocher un stage chez EY [cabinet d'audit et de conseil] grâce à ça. » D'ailleurs, de plus en plus d'universités entreprennent de constituer un réseau d'alumni et, plus largement, de créer un esprit de corps, comme en témoigne notamment la multiplication des cérémonies de remise des diplômés à l'américaine.

Des taux d'insertion en hausse

Le défi est de développer ces dispositifs d'aide à l'insertion dans l'emploi avec des moyens moindres et pour des cohortes d'étudiants plus importantes, notamment en licence. Les frais de scolarité annuels à Neoma coûtent 12 750 euros, contre 423 euros à l'université de Rouen. Le budget de fonctionnement du service « talent & carrière » de la business school est de 400 000 euros, quand le BAIP de l'université dispose d'une enveloppe de... 10 000 euros, même s'il faut noter que le budget des multiples composantes.

« A moyens égaux, les universités sont aujourd'hui pour la plupart presque aussi efficaces que les grandes écoles en termes d'insertion professionnelle », assure François Germinet, président de la commission de la formation et de l'insertion professionnelle de la Conférence des présidents d'université et président de l'université de Cergy-Pontoise.

De fait, le taux d'insertion des étudiants issus de l'université est en constante augmentation. Après dix-huit mois, il est de 87 % pour les diplômés de master, contre 85 % trois ans auparavant, selon les chiffres du ministère de l'enseignement supérieur, et de 94,5 % pour les diplômés de grandes écoles (promotion 2017) selon la Confé-

rence des grandes écoles. Ces taux varient fortement selon les disciplines.

Pour améliorer encore ces résultats, l'une des pistes serait de profiter de l'intérêt nouveau des entreprises pour l'université. « Elles souhaitent de plus en plus mixer les équipes, avec des universitaires qui ont des profils plus variés et sont souvent plus autonomes », confirme Sandrine Bagot-Renaud.

Laurent Champaney, directeur général d'Arts et métiers ParisTech, prend pour exemple les écoles d'ingénieurs publiques : « Celles-ci ont moins de latitude financière que les écoles de commerce privées, car elles ne fixent pas leurs tarifs. Elles se sont donc beaucoup appuyées sur la volonté des employeurs potentiels d'être au contact des étudiants le plus en amont possible pour les fidéliser, par exemple par le biais de forums entreprises ou d'interventions de jeunes salariés pour présenter leurs métiers, sur leur temps de travail. »

Un des autres défis est de développer la confiance des étudiants d'université en leur valeur, leurs compétences et leur diplôme. « J'essaie de travailler avec eux sur la notion de compétence, de leur faire repérer leurs atouts, notamment leur capacité d'autonomie, leur engagement associatif ou les jobs étudiants qu'ils ont fait, car ils ne se rendent pas compte que ça les distingue », insiste la patronne du BAIP.

Car dans les grandes écoles, les étudiants apprennent à cultiver la confiance en eux pour « se vendre » auprès des recruteurs. Et c'est peut-être aussi ce qui fait la différence à l'heure de s'insérer sur le marché du travail.

De ses entretiens avec des alumni, l'étudiante à Neoma Nadia Taimi a d'ailleurs retenu une chose : « Une recruteuse m'a dit qu'un CV permet de valider qu'on a une tête bien faite, mais que ce qui compte, au-delà, c'est d'être curieux, ouvert, et de montrer ses autres compétences extrascolaires. » Là dessus, étudiants des universités et des grandes écoles peuvent jouer à armes égales. ■

LÉONOR LUMINEAU
(ENVOYÉE SPÉCIALE À ROUEN)

Dix ans après la loi du 10 août 2007 sur l'autonomie des universités, la culture de l'employabilité dépend encore de la motivation des équipes pédagogiques

Reims, qui organise ces modules d'insertion professionnelle. Quelque 38 salariés y travaillent à développer l'employabilité des étudiants des campus de Rouen, Reims et Paris. Soit « entre 30 et 60 heures par an selon les années, obligatoires et créditées, durant lesquelles les étudiants travaillent leur connaissance des métiers, leur CV et lettres de motivation, apprennent à répondre à une offre d'emploi et à optimiser leur "personal branding" [marketing personnel] », déroule Isabelle Chevalier, la directrice du département. Pour un suivi personnalisé, huit experts sont aussi à la disposition de ces derniers.

Anaïs Kluczka, en master 2 de marketing, a apprécié : « Je souhaitais trouver un volontariat international

Beaucoup d'étudiants plaident pourtant pour plus de contacts avec le

L'année de césure, une nouvelle norme ?

Faire une pause dans ses études pour partir à l'étranger, se consacrer à un projet personnel, découvrir le monde de l'entreprise... Une décision parfois à double tranchant pour les étudiants



REJOIGNEZ LA FACULTÉ DE DROIT DE CERGY-PONTOISE
Pôle universitaire d'excellence

Masters

- Droit des collectivités territoriales et politiques publiques : ouvert à l'apprentissage
- Droit des contentieux publics
- Droit et éthique des affaires : ouvert à l'apprentissage, 2 spécialisations, parcours double diplôme avec l'Université de Dundee (Grande-Bretagne)
- Droit fiscal et douanier : ouvert à l'apprentissage
- Droit du financement et des investissements immobiliers : ouvert à l'apprentissage
- Diplôme de juriste conseil en entreprise : partenariat LL.M. avec la Vermont Law School (États-Unis)
- Droit et management de la santé : ouvert à l'apprentissage
- Droit pénal financier : ouvert à l'apprentissage
- Droit privé : parcours droit privé des affaires en partenariat avec l'Essec ou DU droit anglo-américain
- Droit des relations économiques internationales et européennes : parcours double diplôme avec l'Université de Dundee (Grande-Bretagne) ou DU droit anglo-américain
- Droit social : parcours double diplôme avec l'Université de Milan (Italie)
- Droit des sociétés : parcours double diplôme avec l'Université de Dundee (Grande-Bretagne) ou DU droit anglo-américain
- Master intégré franco-allemand : avec l'Université Heinrich-Heine Düsseldorf
- LL.M. droit français et européen enseigné en anglais : ouvert aux juristes étrangers

Et aussi

- Diplômes droit anglo-américain, droit espagnol et latino-américain
- Licence d'administration publique (niveau Licence 3^{ème} année)
- Licence intégrée franco-allemande (avec l'Université Heinrich-Heine Düsseldorf)
- Diplôme universitaire Gestion fiscale des entreprises (formation continue)
- Diplôme universitaire Laïcité et principes de la République (formation continue)
- Diplôme universitaire Pratique des finances publiques locales (formation continue)
- De nombreux partenariats en France et à l'étranger

RETROUVEZ-NOUS À LA JPO DE L'UCP LE 16 FÉVRIER 2019,
ET AU FORUM DES MASTERS À LA FACULTÉ LA SEMAINE DU 25 MARS 2019

Pré-candidature en ligne pour nos Masters à partir du mois d'avril.
Suivez nous sur Twitter Droitucp & http://www.droitucp.fr/

Inscrite en quatrième année de génie industriel à l'INSA Lyon, Maïlys s'accorde un break d'un an pour assurer à temps plein la présidence de la junior entreprise de son école.

Trois mois de stage dans une petite agence de communication à Paris, puis six au sein d'un gros bailleur social alsacien, Rafaëlle, 22 ans, vent quant à elle engager un maximum d'expérience professionnelle avant d'attaquer sa dernière année à l'EM Strasbourg, Delphine, admise en master 1 « médias internationaux » à l'université Paris-VIII, a choisi de son côté de travailler durant quatre mois en Colombie au service de l'association Justicia y Paz, qui s'occupe de faire respecter les nouveaux accords de paix.

Autant d'exemples qui illustrent les multiples opportunités offertes par l'année de césure. Ce dispositif permet – sous réserve d'accord de son établissement – « de suspendre ses études pendant six à douze mois pour avoir une expérience en entreprise en France ou à l'étranger, lancer sa propre activité, suivre une formation dans un autre domaine ou réaliser un projet plus personnel », énumère Constantin Foreau, président du Bureau national des élèves ingénieurs, qui représente 201 écoles et 143 000 élèves dans l'Hexagone. Le tout, en conservant son statut d'étudiant,

ses bourses et sa place dans son établissement au retour.

Un héritage du « Grand Tour », ce long voyage de deux à trois ans sur le continent européen que les jeunes aristocrates anglais avaient coutume d'accomplir au seuil de leur vie d'adulte pour parachever leur éducation.

Très plébiscitée dans les pays anglo-saxons et scandinaves, la césure est longtemps restée confidentielle en France, pètrée par la culture du diplôme. Mais les temps changent. Ce que soit dans les business schools, les écoles d'ingénieurs ou même à l'université. « Depuis dix ans, la formule se développe de plus en plus », constate Frank Bournois, directeur général de l'ESCP Europe et président de la commission formation à la Conférence des grandes écoles.

Investissement conséquent

Au point de devenir la norme dans certains établissements. C'est le cas notamment à Skema, où est scolarisée Madeleine Thomas, 23 ans. « Cette étape n'est pas obligatoire, mais, comme il faut justifier au minimum de huit mois d'expérience professionnelle pendant le cursus pour valider son diplôme, la grande majorité des étudiants prennent cette option entre le master 1 et le master 2, ce qui génère une vraie ému-

lation », témoigne l'étudiante. Très portée sur l'international, elle a fait ses premières armes dans le marketing pendant six mois à New York, au siège social de Cremieux, une marque premium de prêt-à-porter masculin. Une occasion de se plonger dans une autre culture, une autre façon de travailler.

Madeleine Thomas a ensuite migré chez Givency, à Paris, pour approcher de plus près la production et être en contact avec les créateurs, les artisans d'art et les fournisseurs. Son bilan à l'arrivée ? Très positif : « Non seulement cette année m'a aidée à préciser mon projet professionnel et à choisir ma future spécialisation, mais elle devrait surtout me permettre de mieux me vendre dans les entretiens de recrutement à la sortie de l'école et de faire la différence avec les candidats sans expérience. »

Une année de césure, c'est une année de plus. Elle a un coût. Il faut compter environ 1300 euros pour obtenir un visa stagiaire pour les États-Unis, auxquels il faut ajouter les billets d'avion, le logement, la nourriture et les frais administratifs de l'école, qui tournent en général autour de 500 euros, mais peuvent grimper jusqu'à 3 000 euros à l'ISC Paris, par exemple. Un luxe pour des étudiants qui ne touchent en général en césure que le mini-

imum légal en tant que stagiaires, soit 3,75 euros de l'heure.

Heureusement, il y a des alternatives. L'École supérieure de travaux publics a pris le parti de mettre le paquet sur les stages en entreprise pendant le cursus. « Il y en a trois obligatoires sur les trois ans, soit onze mois en tout », résume Florence Darmon, la directrice générale : « Cela permet aux élèves de valoriser leur diplôme sans introduire une coupure qui peut mettre en péril la fin de leur scolarité. »

Florence Dufour, directrice générale de l'École de biologie industrielle, partage les mêmes réticences. « Que des jeunes, engagés dans un parcours exigeant en cinq ans, décident de rallonger leurs études pour réaliser un projet personnel qui leur tient à cœur, pourquoi pas. Cela évite qu'ils aient des regrets ensuite. » En revanche, elle « déplore qu'ils soient obligés de travailler à moindre coût pendant un an pour avoir une légitimité aux yeux des recruteurs. Aux établissements de faire en sorte que leurs élèves soient bien formés en cinq ans. Et aux employeurs de leur faire confiance. »

Césure ou pas, un salarié n'a de toute façon jamais fini d'apprendre, conclut-elle. « Il a devant lui un immense stage qui dure quarante-cinq ans et qui s'appelle une carrière. » ■

ÉLODIE CHERMANN

« Un master n'offre plus la certitude d'une entrée facile sur le marché de l'emploi »

ENTRETIEN Le sociologue Louis Chauvel analyse les inégalités d'accès des étudiants à une intégration professionnelle rapide et à une insertion satisfaisante dans la vie d'adulte

Pour le sociologue Louis Chauvel, professeur à l'université du Luxembourg et auteur de l'essai *La Spirale du déclassement* (Seuil, 2016), l'accroissement continu du nombre de diplômés ne permet pas une insertion satisfaisante des étudiants sur le marché du travail.

Comment interpréter les inquiétudes des étudiants en fin de cursus, à la lumière de ce que vous observez du monde du travail actuel ?

La plupart des étudiants sont assez angoissés à l'idée de finir leurs études, et cela est plutôt légitime lorsqu'on sait ce que le marché du travail leur réserve. Le diplôme n'a aujourd'hui plus une valeur en soi, si ce n'est pour une minorité d'étudiants en grandes écoles de commerce ou d'ingénieurs. La raison étant que, ces dernières années, la croissance continue du nombre de diplômés n'a pas été proportionnelle à celle des emplois disponibles sur le marché.

Il y a trente ans, la bataille se faisait entre ceux qui arrivaient à valider leur bac + 5 et les autres. Dans le contexte actuel, où de plus en plus de jeunes sont archidiplômés, même un master n'of-

fre plus la certitude d'une entrée facile sur le marché de l'emploi.

Qu'est-ce qui rend l'insertion des jeunes diplômés si difficile ?

Seuls une minorité d'établissements, les facultés de médecine notamment, organisent fortement le placement de leurs jeunes sur le marché du travail. Face au nombre de prétendants – que la plupart des secteurs n'ont pas le débit suffisant pour accueillir –, l'accès à un stage professionnel ne découle plus naturellement d'une bonne réussite de ses études. Ce qui rend plus grande encore la difficulté à se positionner par la suite dans le monde du travail. Avec des études de plus en plus longues, au fur et à mesure desquelles les attentes des étudiants s'accroissent, la connaissance du milieu professionnel s'est, elle, dramatiquement rétrécie. Dans ce contexte, la déconvenue au moment où le marché produit son verdict est souvent brutale.

En France, 43 % des jeunes diplômés de 25-29 ans considèrent qu'ils ont des difficultés « à joindre les deux bouts », selon des chiffres Eurostat, contre seulement 10 % en Allemagne. La bruta-



En 2016. JÉRÔME PANCONI/OPALE VIA LEEMAGE

lité vient donc aussi, une fois dans la vie active, de cette confrontation à niveau de vie en deçà des attentes...

Oui, dès que les parents cessent d'aider leurs jeunes à soutenir leur niveau de vie, les difficultés

adviennent. Le contexte actuel se caractérise par une forte croissance du nombre de diplômés par rapport aux postes qualifiés disponibles, un coût élevé de la vie dans les zones urbaines où les jeunes diplômés tentent de trou-

ver des emplois à leur niveau, et bien évidemment de prix souvent prohibitifs du logement. Dans ce cadre, les jeunes diplômés français peinent à payer les dépenses nécessaires habituelles.

Le « reste à vivre » ne leur permet plus d'assumer les dépenses plus élaborées, considérées comme normales dans les classes moyennes (sortie, spectacle, vacances, etc.). Si le diplôme permet généralement d'échapper à la pauvreté, la faible valorisation relative de la jeunesse diplômée pourrait avoir des conséquences dramatiques sur le pessimisme français. Les efforts consentis par les parents pour offrir à leurs enfants de meilleurs diplômes ne permettent pas d'échapper au déclassement socio-économique.

Comment mieux préparer les étudiants à cette transition vers le monde professionnel ?

La valeur théorique des diplômes est bonne, leur valeur pratique dans le monde du travail est extrêmement réduite : c'est sur cela que l'enseignement supérieur français doit travailler. C'est un chemin que les grandes écoles de premier plan ont emprunté depuis longtemps, notamment en entretenant un lien très fort avec leurs réseaux d'anciens.

Dans les secteurs plus précaires et universitaires, ces réseaux, très coûteux, sont bien moins étoffés et ne remplissent pas la mission essentielle de placement des étudiants.

Ils choisissent alors parfois de partir au Québec, au Royaume-Uni ou en Allemagne suivre un deuxième master, dans des institutions qui conservent une très forte connexion avec le marché du travail mais qui demeurent particulièrement onéreuses. Ce sont donc les étudiants les mieux armés par leur succès scolaire et par le soutien familial qui échappent le mieux à l'absence de transition en France.

Une citation de Sigmund Freud résume très bien, à mon sens, la situation française : « L'éducation pêche en ne préparant pas l'être jeune à l'agressivité dont il est destiné à être l'objet. (...) [Elle] ne se comporte pas autrement que si l'on équipait de vêtements d'été et de cartes des lacs italiens des gens portant pour une expédition polaire. » Il est urgent de fournir un nouvel équipement aux étudiants français pour qu'ils puissent aborder plus sereinement cette expédition qu'est l'entrée dans l'emploi. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
ALICE RAYBAUD

IDRAC
BUSINESS SCHOOL

**5 ANS POUR ÊTRE
À LA HAUTEUR
DE VOS AMBITIONS**

**PROGRAMME
GRANDE ÉCOLE**

Pour postuler : inscription sur **Parcoursup**
Pour en savoir plus : www.pge-idrac.com

VISA
BAC
+5
CQFDG

GRADE
MASTER
CQFDG

[ecoles.idrac](https://www.facebook.com/ecoles.idrac)

[@IDRAC_BS](https://twitter.com/IDRAC_BS) // [@IDRAC_PGE](https://twitter.com/IDRAC_PGE)

L'amertume des jeunes avocats

Stress, sentiment d'ingratitude, épuisement... Alors que la profession connaît divers bouleversements, ils sont nombreux à tomber de haut

Sobre et élégante, la robe d'avocat comporte trente-trois boutons, un rabat blanc et une épitoge. Plus imposante, la tenue du président de la Cour des comptes s'enrichit d'une longue écharpe herminée. Côte à côte, les habits de professeur de lettres et de président d'université forment un joli bouquet jaune et violet. Mais la plus impressionnante reste la robe de la Cour constitutionnelle de Guinée: simarre de soie noire et revers doublé d'hermine, épitoge rouge avec fourrure blanche.

Exposé à l'accueil de l'École de formation professionnelle des barreaux (EFB) de la cour d'appel de Paris, à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), l'ensemble exerce un charme suranné, qui contraste avec les lignes contemporaines du bâtiment, tout en verre et lames de bois incurvées. Une dissonance à l'image du métier. «La profession d'avocat a doublé ses effectifs en quinze ans et est aujourd'hui confrontée à un problème identitaire. Elle ressemble à un adolescent mal à l'aise dans un corps qui a grandi trop vite», constate Pierre Berlioz, directeur de l'EFB. La France comptait près de 40 000 avocats en 2004, ils sont plus de 68 000 aujourd'hui. En même temps, près d'un tiers des avocats quittent la robe avant dix ans de carrière.

Certains secteurs sont particulièrement concurrentiels: alors que la plupart des élèves se rêvent en ténor du barreau ou en intrépide professionnel naviguant dans le monde des grandes entreprises, «deux tiers des effectifs ne feront ni du pénal ni du droit des affaires, et beaucoup ne porteront la robe que lors de leur prestation de serment», constate M. Berlioz.

La profession est par ailleurs chamboulée par l'intelligence artificielle. Ross, le robot d'IBM qui, depuis 2016, analyse des milliers de documents pour un prestigieux cabinet d'avocats américain, est désormais en phase de test à Paris. Sans oublier les plates-formes juridiques: leurs prix modiques et leurs documents standardisés donnent déjà du fil à retordre aux avocats.

«Fausse convention de stage»

«J'ai demandé à mes élèves de troisième année s'ils avaient entendu parler des legal tech [technologies au service du droit]. Sur un amphithéâtre de trois cents personnes, une seule a levé la main», relate Bruno Dondero. Ce professeur à l'université Paris-1-Panthéon-Sorbonne invite les étudiants à s'interroger sur la viabilité du métier auquel ils aspirent: «On ne se pose pas de questions alors qu'on lutte avec ses cours de droit civil. Les études sont prenantes, certes, mais il faut absolument dépasser

la formation purement technique pour avoir une vision plus globale de la profession. Si on part tête baissée dans ses études, la sortie peut s'avérer difficile.»

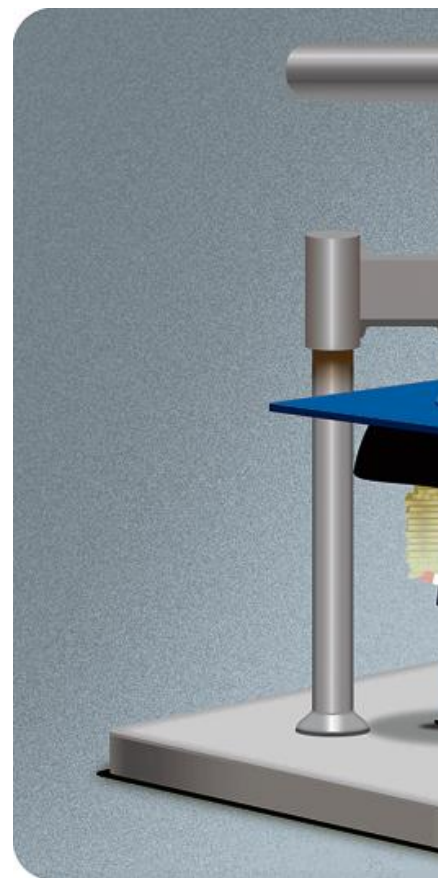
D'après l'enquête menée en 2018 par l'Union des jeunes avocats de Paris (UJA) et HEC Junior Conseil, «plus de 60 % des avocats qui exercent depuis moins de deux ans n'envisagent pas d'être avocats toute leur vie à cause du stress, de l'ingratitude du métier, de l'épuisement», révèle le président de l'UJA, Frédéric Perrin. Justine a ainsi quitté la profession après un an de collaboration et plusieurs mois en statut précaire. «Le cabinet que je souhaitais intégrer comptait trop de collaborateurs, on m'a proposé d'obtenir une fausse convention de stage, via un site, en attendant que quelqu'un se fasse virer», témoigne la trentenaire, qui souhaite rester anonyme. En mai 2017, elle décroche finalement un véritable contrat, non sans remous: «J'ai pris la place d'un collaborateur qui s'est fait licencier. Les associés n'ont pas mis les formes, ils ne sont pas formés au management, j'étais mal à l'aise.»

Si, intellectuellement, elle s'épanouit dans son travail, Justine est très sollicitée. Elle s'affaire au bureau de 9 heures à 22 heures, plus quelques heures le week-end, et ne quitte jamais son portable. «Lorsque j'ai finalement pris une semaine de vacances, j'ai demandé à avoir un routeur en voiture pour pouvoir me connecter du fin fond de l'Éthiopie!» Mais ce sont les contraintes financières qui poussent la jeune avocate, tenue de facturer 15 000 euros tous les mois, vers la porte de sortie. «Je travaillais essentiellement avec des associations et des particuliers, je faisais des gestes commerciaux en proposant des forfaits qui ne correspondaient pas au temps passé sur leur dossier, explique-t-elle. J'ai démissionné. Je veux bien être sous pression, mais pas pour des raisons financières. Avocate, plus jamais.»

«Rémunération dramatique»

Dans une profession souvent portée par des engagements forts, l'apreté des conditions en cabinet peut donner lieu à de véritables conflits de valeurs. «J'ai fait du droit du travail parce que j'ai une certaine fibre, et je me suis rendu compte que toutes les batailles que je menais pour mes clients étaient en totale contradiction avec mon quotidien: je luttais pour que les salariés aient des horaires décents, et j'étais, moi, au bureau de 9 heures à 20 heures!», s'insurge Boris Cardineaud. À 28 ans, il rompt sa collaboration pour ouvrir son propre cabinet. Rien de plus normal, en théorie: «La première collaboration permet d'avoir une carte de visite pour développer sa propre clientèle. Si on reste collaborateur trop longtemps, on finit par se retrouver sur le carreau quand on est devenu trop cher pour le cabinet. Sauf que la culture du présentisme ne permet plus aux jeunes collaborateurs de prendre leur envol», déplore Aminata Niakate, présidente de la Fédération nationale des unions des jeunes avocats (Fnuja).

Boris Cardineaud n'a ainsi pas eu le temps de se constituer un carnet d'adresses suffisamment étoffé pour s'assurer des revenus stables. «Le statut de collaborateur libéral est censé être provisoire: dans le règlement intérieur des avocats, on nous explique qu'il doit apporter au dossier du cabinet le même soin que ce qu'il apporte à ses dossiers personnels. C'est hypocrite! Le collaborateur est considéré comme de la main-d'œuvre, on ne lui permet pas de développer sa propre clientèle», regrette-t-il. Autre nerf de la guerre: la rémunération. Le «tarif UJA», un minimum de rétrocession d'honoraires déterminé par l'Union des jeunes avocats, est rarement appliqué. «Et le «tarif ordinaire», qui est encore plus bas, ne l'est pas toujours non plus, souligne Carole Painblanc, responsable de SOS-Collaborateurs à l'UJA. C'est dramatique. En raison de la concurrence, les jeunes avocats acceptent n'importe quoi: je me souviens d'une collaboratrice qui a signé un contrat de collaboration à temps partiel, alors qu'elle travaillait à temps plein.»



Son équipe assiste gratuitement les avocats, «essentiellement des jeunes malmenés en cabinet, mais qui restent coûteux pour pouvoir inscrire sur leur CV une année complète de collaboration», détaille M^{me} Painblanc.

Les jeunes diplômés sont le plus souvent démunis face au fonctionnement d'un cabinet. «En sortant d'école, on connaît le droit mais on ne sait pas ce que signifie être avocat. On suit des cours de déontologie sans savoir que certains collègues ne respectent pas les règles, et c'est la guerre», résume Amandine Sarfati, auteure de *Chronique d'une jeune avocate*. Comment je suis passée du rêve à la réalité (Enrick B. Éditions, 2017).

«On n'est pas formés au caractère libéral de la profession, aux démarches administratives; rien que l'inscription à l'Urssaf m'a pris six mois!», abonde Laurie Comero, auteure du blog «Eclat(e) d'une jeune avocate». En 2014, déjà, une enquête

«La culture du présentisme ne permet plus aux jeunes collaborateurs de prendre leur envol»

Aminata Niakate
présidente de la Fnuja

menée par Carrières-juridiques.com, l'Association des élèves avocats et la Fédération nationale des élèves avocats révélait l'inadéquation de la formation avec le marché du travail: pour 77,4 % des élèves et des jeunes avocats interrogés, le centre de formation «ne prépare pas à l'insertion professionnelle».

Les écoles chamboulent alors leur programme: l'EFB valorise désormais la capacité d'adaptation des élèves, et propose des cours sur l'irruption du numérique, la gestion, ou sur les nouveaux outils de communication. Mais encore faut-il que la profession accepte de faire sa mue. Les innovations se heurtent aux murs d'un métier traditionnel, figé dans ses habitudes. «Les «boutiques» d'avocats, un modèle amusant et disruptif qui permet aux professionnels d'aller au contact de la clientèle, sont mal perçues, ainsi que la possibilité de faire de la publicité: pour nombre de professionnels, ce serait se salir, et ils restent retranchés dans leur tour d'ivoire», regrette Pierre Berlioz. Si elle veut surmonter les défis actuels, la profession doit peut-être commencer par se dévêtir de sa propre mythologie. ■

MARGHERITA NASTI

Master promo 2018
Tshikana, consultante en évolution professionnelle, croit en la diversité des talents. Connaissance de soi, de l'autre et de son environnement: ce qu'elle a acquis à ICP, elle le met au service des demandeurs d'emploi qu'elle accompagne.

ICP
INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS

Créateurs de sens et d'avenir



Un pied dans le droit, l'autre dans le management

Des universités et des grandes écoles proposent des doubles formations, très appréciées par les cabinets d'avocats

Comptabilité, finance, stratégie des entreprises et management des opérations. Nous ne sommes pas en école de commerce, mais bien à Assas. Dans le cadre du MBA « droit et management », de l'École de droit et de management de Paris (EDMP), au sein de l'université Paris-II-Panthéon-Assas, les aspirants avocats redécouvrent leur calculatrice.

Étonnante, cette synergie entre les universités entrepreneuriale et juridique se révèle payante sur le marché du travail. « Nos étudiants sont plus employables que ceux qui ont suivi des études étroites juridiques : nous recrutons de bons élèves, avec tout ce que ça a de scolaire et, à la fin du parcours, on est face à des jeunes professionnels », se félicite Antoine Gaudemet, codirecteur de l'EDMP. Très appréciées par les cabinets d'avocats, ces doubles formations ont le vent en poupe et sont proposées autant par des universités que par des grandes écoles.

Au master spécialisé « droit des affaires internationales et management » de l'Essec Business School, les étudiants commencent par suivre un mois de cours de management, avec tous les élèves des autres masters afin de « créer une synergie entre juristes

et non juristes », détaille Alexandra Gattino-Pollicott, responsable pédagogique du master. Le cursus repose sur trois piliers : droit des affaires internationales, développement personnel et management. « On apprend aux élèves à prendre la parole en public, rédiger un CV, négocier leur salaire. Ils planchent sur des cas pratiques afin de savoir gérer les clients, apprennent à se débrouiller dans les rouages administratifs et deviennent des pros de la communication, détaille la responsable de la formation. Lorsqu'ils monteront leur propre cabinet, ils se souviendront de ces cours ! Notre objectif, c'est de former d'excellents juristes dans les hard mais aussi les soft skills [compétences techniques et qualités relationnelles]. »

« Un vrai tremplin »

Suivre un double cursus en droit et management signifie aussi passer par la case cabinet ou entreprise. Les étudiants de l'Essec effectuent une alternance ou un stage auprès de sociétés comme BNP Paribas, Natixis, L'Oréal, Sanofi ou Clifford Chance. Assas aussi vante de beaux partenariats avec Total ou LVMH, où les élèves effectuent une alternance pendant neuf mois.

Pauline Faron a ainsi passé plusieurs mois chez Danone : « C'était un vrai tremplin vers la vie professionnelle, tout comme la junior entreprise. Pendant un an, j'ai dû gérer une petite boîte. » Après une formation strictement juridique, l'étudiante a trouvé à l'EDMP l'ouverture sur l'univers de l'entreprise qu'elle cherchait. Elle recommande la formation à « tous ceux qui souhaitent découvrir le management ». « En revanche, dit-elle, si on s'oriente vers du droit de la famille, aucun intérêt ! »

Comme la plupart de ses camarades, la jeune femme est aujourd'hui avocate d'affaires. Les autres sont juristes d'entreprise, ou ont choisi des voies plus atypiques comme les affaires publiques, le lobbying, la diplomatie, mais surtout l'entrepreneuriat, constate M^{me} Gattino-Pollicott. « En découvrant d'autres matières, certains élèves décident de ne pas se cantonner au droit et montent leur start-up. Ils n'attendent plus la quarantaine pour changer de métier, ils le font avant même de se lancer sur le marché du travail », dit l'enseignante, elle-même associée au sein du cabinet Gattino Avocats, qu'elle a cofondé. ■

M. NA.

Le Monde

Siège social : 80, bd Auguste-Blanqui
75707 PARIS CEDEX 13
TÉL. : +33 (0)1-57-28-20-00

Édité par la Société éditrice
du « Monde » SA
Président du directoire,
directeur de la publication :
Louis Dreyfus
Directeur du « Monde » :
Jérôme Fenoglio

La reproduction de tout article est interdite sans
l'accord de l'Administration, Commission paritaire
des journaux et publications n° 0722 C 61975.
ISSN : 0395-2037

Pré-presses Le Monde
Impression L'Imprimerie
79, rue de Babey
93290 Tremblay-en-France
Printed in France

Origine du papier : France. Taux de fibres recyclées : 100 %.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM issu de forêts gérées
durablement, porteur de l'écobabel européen sous
le N° 11/12/010. Certipublication : P104 - 01/09 kg/
tonne de papier

Le Monde | L'OBS | Télérama | Courrier international

LE SALON DES MASTERS & MASTÈRES SPÉCIALISÉS

26 JANVIER 2019

10 heures - 18 heures
ENTRÉE GRATUITE

PROGRAMME DES CONFÉRENCES

Une journée de conférences animées par les journalistes du Monde pour bien choisir sa formation à bac +5

10h30 Master, MS, MSc : quelles différences pour quels projets ?

11h30 MS, MSc : viser la double compétence.

12h30 Masters en lettres, langues et sciences humaines : quels débouchés ?

13h30 Master, MS, MSc 2019, nouveautés/tendances à ne pas rater.

14h30 Sélection en master : mode d'emploi.

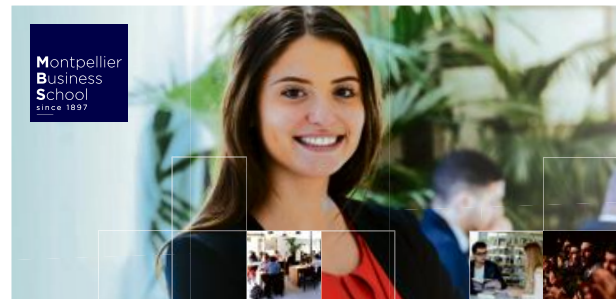
15h30 MS en grande école : comment mettre toutes les chances de son côté.

16h30 Un master à l'étranger : quelle valeur ajoutée ?



INFO & INSCRIPTIONS : LESALONDESMASTERS.COM

LES DOCKS - CITÉ DE LA MODE ET DU DESIGN - 34, QUAI D'AUSTERLITZ - PARIS



DEVENIR UN MANAGER RESPONSABLE DANS UN MONDE QUI CHANGE

Depuis 1897, Montpellier Business School propose aux talents français et internationaux l'excellence d'une Grande École de Management.

Éthique, ouverture au monde et diversité sont au cœur de la formation de managers performants et conscients de l'impact global et durable de leurs décisions.

PROGRAMME GRANDE ÉCOLE

- Enseignement en français ou en anglais
- + de 170 destinations à l'international
- Cursus ouvert à l'alternance

MASTERS OF SCIENCE

- 15 spécialisations d'excellence entièrement enseignées en anglais
- 4 MSc en Finance | 5 MSc en Marketing Management | 6 MSc en Business & Operations Management

Ligne@Marketing - Photos Gilles Lefrançois



montpellier-bs.com

04 67 10 25 40 | 04 67 10 27 64

Le big data, un boulevard vers l'emploi

Avec les mégadonnées, de nouveaux métiers émergent. Grandes écoles et universités adaptent leurs cursus en mathématiques et en informatique pour répondre à cette demande croissante

A 24 ans, Matthieu Mazzolini fait déjà passer des entretiens de recrutement à de potentiels collaborateurs. Le jeune diplômé du master «MASH» (mathématiques, apprentissage et sciences humaines) dispensé par l'université Paris-Dauphine et l'École normale supérieure (ENS) occupe le poste de «data scientist» chez Kayros depuis un an et demi.

Cette start-up spécialisée dans l'analyse de données pour le secteur de l'énergie croit à la vitesse grand V. Deux ans après son lancement, elle compte déjà une centaine de salariés, dont un tiers d'analystes. «Il y a des vagues d'embauches tous les deux mois, constate le jeune diplômé. Nous recrutons des stagiaires pour six mois qui sont ensuite intégrés en CDI, s'ils ont fait leurs preuves.» Il a lui-même suivi ce parcours. Le processus de recrutement passe par un «data challenge» afin de vérifier les compétences en mathématiques des candidats. Une nécessité quand on baigne au milieu des algorithmes.

Matthieu Mazzolini est conscient d'avoir choisi un métier en vogue : «Je reçois constamment des messages de recruteurs sur LinkedIn, même en ayant désactivé ma recherche d'emploi.» «C'est facile de changer de job dans notre domaine», confirme Ngoc Bich Nguyen. La jeune femme de 24 ans, diplômée d'un master informatique en data science de l'université Claude-Bernard-Lyon-1, est data scientist au sein de la société de conseil Datagey, après une première expérience lyonnaise. «Je n'ai pas vraiment cherché de stages et,

ensuite, d'emploi, dit-elle. Les entreprises contactaient nos professeurs, qui nous transmettaient les offres. Quand j'ai décidé de venir à Paris, je n'ai rencontré aucune difficulté à trouver mon emploi actuel.»

Les salaires de ces jeunes diplômés oscillent entre 35 000 et 45 000 euros brut annuels. Soit sensiblement plus que la moyenne des diplômés des grandes écoles, pour qui la rémunération s'établit à 34 122 euros brut hors primes en France, selon la dernière enquête de la Conférence des grandes écoles (CGE).

A l'ère du big data et de ses nouveaux métiers – data scientist, «data architect», «data analyst», «data engineer», «data consultant»... –, «les entreprises possèdent un trésor : la donnée. Trésor qu'elles ne maîtrisent pas encore», souligne Katya Lainé, coprésidente du comité innovation et technologies du Syntec numérique et PDG de Kwaly. Les référentiels précis de ces métiers sont encore en construction, car ils sont très mouvants, décrypte-t-elle, «mais les besoins sont là!».

«**Métier le plus sexy du XXI^e siècle**» Dès 2012, la *Harvard Business Review* identifiait ainsi le métier de data scientist comme «le plus sexy du XXI^e siècle». En décembre 2018, LinkedIn le faisait figurer une nouvelle fois dans son rapport sur les métiers émergents.

La France n'est pas en reste, comme le montre la croissance du salon DataJob. «Pour sa première édition, il y a six ans, ce salon de recrutement comptait 10 exposants et 300 participants. En novembre 2018, nous étions 80 exposants et

3 000 participants», résume Karl Neuberger, associé du cabinet de conseil Quantmetry, organisateur de l'événement. Des entreprises aussi diverses que Safran, L'Oréal ou la SNCF avaient pris un stand. Car tous les secteurs sont à la recherche de ces experts des données.

Grandes écoles et universités adaptent leurs formations à cette nouvelle donne. Les écoles d'ingénieurs et les facultés de mathématiques et d'informatique sont en première ligne, mais les écoles de commerce, les instituts d'administration des entreprises universitaires, les facultés d'économie n'ont rien à leur envier. Leurs masters, masters spécialisés ou «masters of science» n'ont pas toujours le terme «data» dans leurs intitulés, mais les débouchés sont explicites. Sur le site Trouvermonmaster.gouv.fr, 71 cursus apparaissent avec les mots-clés «data» ou «sciences des données». La CGE recense, elle, une vingtaine de masters spécialisés et masters of science consacrés au big data sur son site. Leur nombre comme la taille des promotions vont croissant.

Pour intégrer ces cursus, aimer les chiffres est un prérequis, même dans les formations les plus «business». Françoise Collard, responsable du master spécialisé «marketing et data analytics» de Neoma Business School, est vigilante sur ce point lors de l'examen de la centaine de candidatures qu'elle reçoit. «Nos examens les relevés de notes des années précédentes et vérifions les bons résultats en statistiques et techniques quantitatives de gestion pour les candidats issus des écoles de management, précise-t-elle. Nous emvi-

rons même d'ajouter un test lié aux statistiques pour vérifier leur appétence.» Neoma recrute ainsi entre 35 et 40 étudiants, en contrat de professionnalisation, issus de divers horizons – écoles de commerce, écoles d'ingénieurs, universités, voire quelques reprises d'études – qui viennent ainsi poser une dernière brique «data» à leurs parcours.

Le pari de l'alternance

Mais être bon en mathématiques ne suffit pas. «Il ne s'agit pas simplement de posséder des connaissances statistiques. Les compétences informatiques sont nécessaires», note Ons Jelassi, responsable du master spécialisé «big data» à Télécom ParisTech. Ces compétences, plus ou moins poussées, suivant le degré technologique du métier exercé ensuite, sont les plus recherchées, selon Karl Neuberger, de Quantmetry : «Le métier de data scientist, qui requiert de très fortes compétences en mathématiques, a émergé, il y a quelques années, et les établissements d'enseignement supérieur ont eu le temps de proposer des formations.» Aujourd'hui, ce sont les ingénieurs data qui sont très prisés. Davantage centrés sur le développement informatique, ils vont intégrer les modèles créés par les data scientists. Leur profil est plus diversifié. «Certains viennent d'écoles d'informatique. D'autres, déjà développeurs pour la plupart, se forment par eux-mêmes grâce à des MOOC ou des modules en ligne», précise M. Neuberger.

Pour apporter une réponse encore plus immédiate aux entreprises, certains établissements misent sur l'alternance. C'est

le cas de Télécom Saint-Etienne, qui dispense depuis septembre 2018 une formation en «data engineering» en apprentissage. «Nous avons ouvert le recrutement le 2 mai. Dès le 31 mai, les 20 contrats d'apprentissage étaient signés. Je n'ai jamais vu une telle rapidité pour d'autres cursus», affirme Jacques Fayolle, le directeur de l'école d'ingénieurs. Les missions confiées sont très diverses : analyse de paniers de courses dans la grande distribution, informatisation de données dans une banque, recommandation de cours en ligne...

Malgré ce succès, le directeur ne pourra pas augmenter de beaucoup la taille des promotions : «Je ne peux pas créer de postes d'enseignant supplémentaire, car la pénurie touche aussi le corps professoral.» Sans aller jusqu'à l'alternance, les professionnels cherchent à s'impliquer dans les cursus par le biais de projets. Une manière de rencontrer les étudiants. A Télécom ParisTech, le master spécialisé existe depuis cinq ans et fait partie des plus sélects : 63 étudiants ont été recrutés pour la promotion 2018 parmi 150 candidatures. Pendant les neuf mois de cours, ils travaillent en groupes de 4 ou 5 sur des projets «fil rouge» apportés par les entreprises. Ils y consacrent une journée par semaine, conseillés et encadrés par des professionnels qui suivent le domaine au quotidien.

«La prochaine étape, c'est d'allier vers l'informatique artificielle», confie Ons Jelassi, qui planche sur l'ouverture d'un master spécialisé sur cette «nouvelle frontière» pour septembre 2019. Les recruteurs l'attendent de pied ferme. ■

SYLVIE LECHERBONNIER

INSEEC MSc & MBA



**L'ALLIANCE ÉCOLE-ENTREPRISE :
UNE STRATÉGIE GAGNANTE**

8 FILIÈRES DE SPÉCIALISATION
FINANCE • MANAGEMENT • MARKETING & COMMUNICATION • ART & CULTURE
LUXE • VINS & SPIRITUEUX • SPORT • IMMOBILIER

40 SPÉCIALITÉS MÉTIERS

Paris • Bordeaux • Lyon • Chambéry • Londres

MBA.INSEEC.COM

La révolution informatique des sciences sociales

Les formations en «humanités numériques» sont en plein essor et accompagnent le changement des pratiques professionnelles

Le numérique a entraîné un profond renouvellement des pratiques dans le monde des sciences sociales. Les centres de recherche, les entreprises privées et les institutions sont demandeuses de diplômés à l'aise à la fois dans leurs disciplines de sciences humaines et avec les nouvelles méthodes informatiques qu'ils doivent utiliser, notamment pour mener des recherches en toute autonomie. C'est pour répondre à ces nouveaux besoins que les formations en «humanités numériques», à la croisée des chemins entre l'informatique et les sciences sociales, se sont fortement développées.

La plupart d'entre elles sont accessibles sur dossier après une licence en sciences humaines (lettres, histoire, sciences de l'information, sociologie, anthropologie ou archéologie) et durent deux ans. Les étudiants diplômés d'une licence d'informatique peuvent eux aussi se tourner vers ce type de formations.

Concernant les débouchés, la majorité des étudiants en humanités numériques deviennent cadres : chef de projet numérique, ingénieur de recherche, chargé de production des données, médiateur numérique... Selon les spécialisations choisies, les diplômés peuvent aussi prétendre à des missions de chargé de développement numérique et culturel ou de responsable de communication numérique ; plus rarement de «data scientist», «web designer» ou chargé d'études statistiques.

Comme de nombreux masters, les cursus en humanités numériques peuvent aussi déboucher sur un doctorat dans l'une des disciplines de sciences humaines, ou amener les étudiants à

passer des concours dans l'enseignement ou l'administration.

Très récente, l'insertion professionnelle de ce champ disciplinaire est encore difficile à évaluer, mais environ 30 % des diplômés en humanités numériques de l'université Bordeaux-Montaigne ont un emploi à la sortie de leurs cursus, des chiffres plus rassurants un an plus tard (80 %), qui atteignent 100 % deux ans après l'obtention du diplôme. Cependant, ils sont pour moitié encore en CDD à cette date, tandis que 35 % sont en CDI, 10 % en profession libérale et 5 % fonctionnaires. Ils gagnent un salaire moyen de 1740 euros net mensuel deux ans après le diplôme.

Peu de places

Si les cursus sont forcément différents les uns des autres, deux volets se dégagent des enseignements : un premier volet d'apprentissages théoriques – les étudiants s'intéressent aux enjeux juridiques et sociologiques du numérique, par exemple –, et un second volet pratique, où sont dispensés les rudiments de l'informatique et de la statistique, la méthodologie pour collecter, analyser et valoriser des données, ainsi que des cours de gestion de projets numériques.

Certains cursus ont une organisation particulière : le master «humanités numériques» co-accredité par l'université Lumière-Lyon-II, l'université Jean-Moulin-Lyon-III, l'École normale supérieure (ENS) de Lyon et l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques est accessible uniquement en double diplôme. Ses étudiants continuent donc à étudier leurs disciplines de sciences humaines, et suivent un jour par semaine

cette spécialisation complémentaire, qui nécessite un niveau initial minimum en informatique.

D'autres formations sont proposées exclusivement à distance, comme le parcours «médiation numérique et ingénierie pédagogique», de l'Institut des technologies de l'information et de la communication de l'université Paul-Valéry à Montpellier.

Enfin, d'autres cursus se distinguent par leurs spécialisations. Le Centre d'études supérieures de la Renaissance de l'université François-Rabelais de Tours, par exemple, est tourné vers les métiers du patrimoine, avec une mention humanités numériques qui se décline en deux masters : «intelligence des données de la culture et des patrimoines» et «médiation numérique de la culture et des patrimoines». Toujours à Tours, l'École supérieure en intelligence des patrimoines propose six masters au croisement des sciences humaines et sociales et du numérique.

Quel que soit l'établissement, les cursus en humanités numériques offrent peu de places. Celui de l'université Rennes-II n'accueille ainsi que 30 étudiants.

Mais ces formations continuent de se développer. En 2017, un master «humanités numériques» a vu le jour, fruit de la collaboration entre l'université Paris sciences et lettres, l'École nationale des chartes, l'ENS et l'École pratique des hautes études. Les établissements d'enseignement supérieur ont compris qu'il fallait «exploiter l'expertise en informatique appliquée aux sciences humaines à des métiers émergents», explique Everardo Reyes, coresponsable de la mention «humanités numériques» de l'université Paris-VIII. ■

MÉGANE DE AMORIM

Ces étudiants du pétrole qui assument le « vieux monde »

Méconnue, l'IFP School, l'école publique de l'Institut français du pétrole, propose masters et diplômes d'ingénieur.

À l'heure de la transition énergétique, cet établissement cherche une nouvelle identité

Quand Justine raconte qu'elle étudie à IFP School, l'école de l'Institut français du pétrole, la réaction est souvent la même : « On est en 2019 et tu veux travailler dans le pétrole ? Tu veux continuer à polluer la planète ? » La jeune femme soupire, puis balaise la remarque d'un trait. « Ce n'est pas parce qu'on travaille dans le pétrole qu'on se fiche des gaz à effet de serre ou qu'on est contre la transition énergétique. Au contraire, il faut des gens qui connaissent le pétrole pour réduire son impact, rétorque-t-elle. En tout cas, il n'y a aucun problème d'insertion. Le pétrole ne va pas s'arrêter du jour au lendemain. »

Avoir 20 ans en 2019 et décider faire carrière dans le pétrole. Le choix peut surprendre, à l'heure où la France s'engage dans une réduction importante de la consommation de cette matière première, que des raffineries sont amenées à fermer leurs portes et que le pétrole est décrié pour son caractère polluant. Et pourtant : le pétrole, c'est le quotidien des 320 jeunes qui choisissent chaque année l'établissement anciennement nommé Ecole nationale française des pétroles et moteurs.

Recrutement en fin de parcours

A Rueil-Malmaison, on remarque à peine l'immeuble moderne, installé entre les villas de cette coquette banlieue des Hauts-de-Seine. De l'autre côté de la rue, on distingue les bâtiments d'IFP Energies nouvelles, le puissant institut de recherche public sur le pétrole, auquel l'école est rattachée, qui emploie 1100 chercheurs et techniciens et dispose d'un budget de 278 millions d'euros.

Des étudiants sortent par petits groupes, sac sur le dos. Au loin, on voit briller les tours de la Défense. Méconnue du grand public, l'IFP

School est une école d'ingénieurs publique atypique : elle recrute ses étudiants en fin de parcours, lorsque ceux-ci sont déjà dans une autre école d'ingénieurs. Elle leur propose un cursus en un an, avec un second diplôme à la clé et une formation très opérationnelle dans l'une de ses spécialités (moteurs, management de l'énergie, procédés énergétiques, géosources).

Mais les temps changent, et l'IFP School ne peut que le constater : à

« Le pétrole, on en a besoin... Ce qui m'intéresse, c'est la recherche pour rendre cette industrie moins polluante »

Floriane, 24 ans étudiante

L'heure de l'accélération de la transition énergétique, elle souffre d'un déficit d'attractivité. L'École du pétrole et des moteurs, née après de la seconde guerre mondiale pour accompagner les entreprises françaises du secteur, semble appartenir au vieux monde des « trente glorieuses ».

« Avant, on admettait un dossier sur quatre, maintenant on est davantage proche de un sur deux. Mais nous avons toujours de bons étudiants, qui viennent des meilleures écoles », précise Christine Travers, la directrice. Qui nuance, néanmoins : « En filière moteurs, on arrive à se maintenir. C'est surtout dans le domaine des géo-résources que nous avons un déficit, car le vivre est moins important, et parce qu'il y a peu d'activité en France. Les débouchés sont avant tout à l'étranger. » Bref, on se bouscule moins au portillon de l'IFP.

Et pourtant, les conditions d'études des étudiants auraient de quoi faire pâlir nombre de leurs camarades de l'université de Nanterre, toute

proche. Dans 80 % des cas, une entreprise ou une institution s'engage à prendre l'étudiant en stage ou en apprentissage, règle ses frais de scolarité, et lui verse une bourse (ou un salaire, dans le cas des apprentis) d'environ 1400 euros net par mois, toute l'année. Les salaires d'embauche des jeunes diplômés oscillent, selon l'école, entre 45 000 et 55 000 euros par an (la moyenne des écoles d'ingénieurs en 2018 était de 35 000 euros par an, hors primes). « C'est encore beaucoup plus pour ceux qui se spécialisent dans le trading », ajoute la directrice.

Dans les couloirs de l'IFP School, des pancartes indiquent l'amphithéâtre « Esso », à côté de l'amphi « Renault ». Au deuxième étage, on rencontre Floriane, 24 ans, originaire de Vire, en Normandie. Diplômée de l'école d'ingénieurs UniLassalle, à Beauvais, elle est arrivée en septembre 2018 à Rueil-Malmaison et veut se spécialiser dans l'exploration pétrolière. Elle touche une bourse de 1400 euros net par mois d'Equinor State Oil, la compagnie norvégienne qui paie aussi ses frais de scolarité. À la fin de son cursus, elle partira travailler en Norvège. « Le pétrole, on en a besoin, que cela soit pour l'industrie pharmaceutique, les plastiques... Ce qui m'intéresse, c'est la recherche pour rendre cette industrie moins polluante. »

Un « club » de 15 000 actifs

Pour Timothée, 23 ans, l'IFP était surtout un moyen de travailler dans le milieu automobile. « Quand j'étais à Centrale et que je cherchais un stage, j'ai fait plusieurs entretiens chez Renault FI. Les trois premiers que j'ai rencontrés là-bas avaient fait l'IFP. C'étaient des bons : des X [des polytechniciens], des gadszars [diplômés des Arts et Métiers], ils m'ont dit "OK, on te prend, mais tu n'inscris à l'IFP et on te finance" », raconte

Timothée, qui a aussi découvert le pouvoir du « club » des diplômés de l'IFP, qui rassemble 15 000 actifs. « Les IFP se font des déjeuners entre eux, ils s'échangent les tuyaux, ça met en confiance. » L'école compte aussi sur un réseau de 350 enseignants issus du monde professionnel.

Cette proximité avec l'industrie, et en particulier avec quelques grands partenaires, est au cœur de la force de l'IFP. Dans leur dernier rapport sur l'école daté de 2015, les évaluateurs du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (Hcéres) l'ont bien noté : seize sociétés, seulement, ont embauché 64 % des promotions 2013 et 2014 (environ 20 % pour la seule société Total). « L'école forme principalement des ingénieurs qui vont intégrer des grands groupes plutôt que des ingénieurs créateurs d'entreprise », soulignent les experts, qui notent que les nouvelles énergies, plus décentralisées et faisant appel à davantage de petites entreprises, nécessiteraient d'autres types de profils. La directrice de l'école, Christine Travers, a un point de vue différent : « Dans les énergies renouvelables, la plupart des emplois se situent au niveau bac + 2 ou bac + 3, mais finalement assez peu en bac + 6, en tout cas dans les grands groupes. »

Reste que l'école ne vit pas hors de son temps. Depuis une dizaine d'années, l'IFP a amorcé une ouverture – encore timide, notait en 2015 le Hcéres – vers les énergies nouvelles, qui commence surtout à prendre corps dans la filière moteurs. Reste que ces énergies représentent encore peu de débouchés pour les diplômés de l'IFP. Seulement 8 % de la dernière promotion a trouvé un premier emploi dans ces énergies nouvelles. « L'année d'avant, on était à 5 %. On progresse », constate la directrice. En attendant, elle reste pragmatique. « Les besoins des in-

dustriels sont toujours dans nos domaines historiques, tranche-t-elle. On forme les étudiants aux métiers de demain, mais aussi à ceux d'aujourd'hui. On additionne les énergies, on ne les oppose pas. »

Une stratégie d'équilibrisme

S'ouvrir aux énergies nouvelles pour être attractif auprès des jeunes et souscrire aux attentes de l'Etat financeur... Mais continuer à satisfaire les besoins immédiats de ses entreprises partenaires. Une stratégie d'équilibrisme – Christine Travers le reconnaît. D'autant que les étudiants étrangers – africains, sud-américains ou issus des pays du Golfe –, qui constituent la moitié des promotions et contribuent fortement au financement de l'école, viennent à Rueil-Malmaison « pour le P », admet la directrice. Le « P », jargon pudique et policé qui désigne, dans l'écosystème de l'IFP, le pétrole. « On doit former ces jeunes pour les aider à développer leur pays d'origine. C'est l'une de nos missions de diffuser l'approche française du pétrole dans le monde. »

En attendant, ces industries traditionnelles continuent de passionner les jeunes élèves de l'IFP. Pour Justine, la révélation, ce fut un stage alors qu'elle était étudiante à l'École nationale supérieure des industries chimiques de Nancy : six mois chez Total, au Havre. « Tous mes responsables avaient fait l'IFP, et on m'a dit que, dans ce milieu, c'était un passage obligé pour avoir de bons postes », confie-t-elle. Elle est aujourd'hui apprentie chez Total, et touche 1750 euros net par mois. Son projet : travailler dans une raffinerie. « J'adore ce monde. L'immensité, les énormes machines, c'est monumental, c'est fascinant », enthousiasme la jeune femme. Qui a trouvé sa voie, malgré les vents contraires. ■

JESSICA GOURDON

Les masters en énergies et développement durables sortent de l'ombre

Ces formations et leurs débouchés se sont multipliés. Les programmes sont adaptés à des profils variés, mais doivent être choisis dans une logique de double compétence

En 1992, l'Institut supérieur d'ingénierie et de gestion de l'environnement (Isgie) des Mines ParisTech voyait le jour. Un an auparavant, l'université Nice Sophia Antipolis avait créé un DESS de gestion de la planète. L'expression « développement durable » venait tout juste d'être popularisée. Depuis, les masters ont évolué, se sont multipliés. Des programmes souvent ouverts à des profils variés.

À l'Observatoire de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, le master « gestion de l'environnement, parcours responsabilité sociétale des entreprises [RSE] et environnement », accueille des étudiants issus de gestion, de droit, de sociologie... « Chacun arrive avec son bagage et fait de la RSE spécifique. Les acheteurs, par exemple, vont infléchir leur parcours et faire de l'achat responsable », explique Charlotte Da Cunha, directrice adjointe chargée de la scolarité.

À l'heure du réchauffement climatique, l'énergie est évidemment en première ligne. Les énergies renouvelables deviennent des sujets à part entière, avec des cursus très ciblés. L'université de Nantes a créé en 2017

un master de technologie marine en partenariat avec Centrale Nantes et l'École navale de Brest. L'objectif : maîtriser notamment la construction en site maritime (par exemple, des éoliennes offshore). La faculté propose également un master en sciences de la matière, parcours « énergies nouvelles et renouvelables », qui s'adresse à des étudiants en physique-chimie et en génie électrique. « Nos étudiants intègrent des bureaux d'études ou des entreprises comme Blue Solutions, spécialisée dans la fabrication de batteries », indique Philippe Poizot, coresponsable du master.

Evolution de la législation

« On ne peut pas concevoir une solution d'énergie renouvelable sans comprendre, d'une part, ses aspects scientifiques et techniques, et, d'autre part, ses implications sur le territoire, l'emploi, la vie des gens », souligne la directrice de l'Isgie, Jasha Oosterbaan. Mines ParisTech a mis en place un master spécialisé, qui promet à des ingénieurs diplômés « une spécialisation de haut niveau sur les énergies renouvelables solaires, éoliennes, marines et leur hybridation, ainsi que leur intégration sur les réseaux électriques ».

Grenoble Ecole de management propose de son côté le master spécialisé « management et marketing de l'énergie », et les Arts et Métiers ParisTech en « gestion des énergies nouvelles-systèmes hybrides de production d'électricité et de chaleur ».

Un nouveau en phase avec une législation qui ne cesse d'évoluer. « Dans les collectivités,

« Ce sont des métiers qu'on ne voyait pas suffisamment comme accélérateurs de carrière, c'est en train de changer »

Caroline Renoux fondatrice du cabinet de recrutement Birdeo

les agendas 21 [projets de développement durable pour un territoire] ont laissé place aux plans climat-air-énergie territoriaux. On a donc recentré notre formation sur ces derniers », rapporte Stéphane Bouissou, responsable du master 2 « gestion de l'environnement et du développement durable » à Sophia Antipolis.

Maîtriser ces nouvelles réglementations est l'une des pré-occupations des recruteurs.

« Avec la loi de transition énergétique pour la croissance verte [août 2015], on parle d'économie circulaire, et d'écologie industrielle et territoriale. Les collectivités, les chambres de commerce et d'industrie sont très demandeurs », constate Sabrina Brulot, responsable du master 2 « ingénierie et management de l'environnement et du développement durable » à l'université de technologie de Troyes.

Les profils qui cumulent les compétences variées sont appréciés. « Les entreprises ne recherchent pas des experts en sciences de l'environnement. L'enjeu, c'est que les responsables des achats et de la production notamment revisitent leur pratique à l'aune de ces principes », affirme Fabrice Bonniéf, directeur développement durable du groupe Bouygues et président du Collège des directeurs du développement durable (C3D).

L'environnement est devenu un sujet-phare au sein des cabinets de conseil. Victoire Senlis a décroché un poste chez Deloitte après

un master spécialisé « international environmental management » à l'Isgie (en partenariat avec l'université Tsinghua, en Chine). « Faire un master poussé techniquement permet de disposer d'un socle de connaissances, de notions en calcul, qui nous évitent de rester en surface quand on traite un sujet », analyse Sophie Debaurdinhien, sortie de HEC, qui a ajouté à son CV un master 2 en « économie de l'énergie, de l'environnement et des transports » à AgroParisTech, avant d'intégrer le cabinet d'audit et de conseil EY.

Marketing vert

Une double compétence peut permettre de rebondir, à l'heure où les fonctions RSE sont de plus en plus considérées comme « stratégiques ». Après un master 2 en ingénierie écologique, Marion Noualhaguet en a fait un second en gestion de l'environnement et RSE à l'université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, avec une alternance chez Engie. « J'y ai beaucoup appris, mais ce n'était pas assez appliqué sur le terrain », confie-t-elle. Le master portait, à ses yeux, trop sur le marketing vert et pas assez sur l'environnement. Elle est partie au Canada pour réaliser

une thèse sur la régénération de la forêt boréale, revenant ainsi à sa passion première.

Une extension du champ des possibles... et des salaires. « Après avoir été au-dessous de la moyenne, ils commencent à s'alligner », affirme Caroline Renoux, fondatrice du cabinet de recrutement Birdeo et auteure de *Comment faire carrière dans les métiers de la RSE et du développement durable* (VA Press, 204 p., 20 euros). Ce sont des métiers qu'on ne voyait pas suffisamment comme accélérateurs de carrière, c'est en train de changer. En moyenne, en sortie d'école, on peut espérer entre 32 000 et 35 000 euros en grand groupe. ■

Pour Lhocrine Houanti, directrice du master de science « stratégies du développement, RSE et environnement » d'Excelcia Group, à La Rochelle, l'état d'esprit des futurs diplômés peut être source de difficultés : « Une bonne partie d'entre eux ont de grandes ambitions pour la planète. Mais, quand ils seront en entreprise, l'objectif sera de gérer le changement de l'intérieur. On leur donne des outils pour accompagner la transition à leur petite échelle. » ■

ALBAN DE MONTIGNY

Forte houle à l'école de la marine marchande

L'École nationale supérieure maritime, qui délivre un diplôme d'ingénieur, mène une réforme de longue haleine. La gestion de cette grande école a été vivement critiquée dans un rapport de la Cour de comptes

Altair est-ce que vous me recevez? Altair do you read me?»
— Ici Altair, we read you loud and clear. » La réponse est claire mais pas complètement assurée. Au poste de commandement, un jeune homme. Il lâche le micro et scrute la ligne d'horizon. En face de lui et sur les côtés, une véritable autoroute maritime : deux méthaniers, un paquebot, trois porte-conteneurs, plusieurs bateaux de pêche et quelques plaisanciers naviguent.

Les allures et les caps diffèrent ; dans la Manche, il n'y a ni panneau de signalisation ni garde-fou, et l'apprenti pilote a un navire de près de 400 mètres de long et 200 000 tonnes à barrer. « L'exercice vise à tracer une route complète, à gérer les croisements avec les autres navires en fonction des distances et de leur vitesse en laissant un espace d'au moins un mille », explique Juliette Fischer, ancienne officier de la marine marchande, enseignante en sciences nautiques à l'École nationale supérieure maritime (ENSM).

De son poste de contrôle, dans les étages supérieurs de l'établissement havrais, elle coordonne les travaux de quatre équipes d'apprentis officiers, réparties sur autant de simulateurs en forme de passerelle de bateau. Son métier est d'apprendre à ses étudiants à garder le cap, à arriver à bon port en temps et en heure.

Un exercice que l'établissement a été bien en peine de réaliser pour lui-même.

La création de cette grande école en 2010 s'inscrit dans un plan qui vise notamment une rationalisation des moyens consacrés à la formation maritime. A l'époque, quatre écoles nationales de la marine marchande (ENMM) sont disséminées dans l'Hexagone, à Marseille, Nantes, Le Havre et Saint-Malo. Chacune avec ses équipements, et son administration. Le plan vise aussi une amélioration de la reconnaissance de la formation d'officier et une meilleure adéquation avec les attentes des armateurs (principaux employeurs des jeunes diplômés).

Etat des lieux sans concession

Huit ans plus tard, en février 2018, la Cour des comptes dresse un état des lieux sans concession : le processus est « inachevé », la réforme « mal conduite », autant sur un plan pédagogique, qui nécessite selon les magistrats « un véritable plan de formation », que sur le plan logistique et administratif. En effet, près de dix années ont passé et l'école est toujours éclatée sur quatre sites.

En tête des raisons qui expliquent les avaries de la constitution de l'ENSM : l'incapacité de l'exécutif à trancher concernant le choix du site qui accueillera l'école. Au Havre comme à Nantes, Marseille et Saint-Malo, les collectivités

revendiquent le maintien de l'établissement sur leur territoire. « Maintenir un large panel de formation est très important pour la ville ; cela contribue à une dynamique de campus et répond aux besoins des armateurs », explique Marie-Laure Rocca Serra, élue marseillaise déléguée à l'enseignement supérieur et à la recherche. Une analyse partagée sur les trois autres ports concurrents. Le gouvernement de François Fillon s'était bien gardé de trancher et le décret fondateur de l'école de 2009 ne définit ni le nombre de sites ni leur localisation.

Toutefois, une des quatre collectivités a rapidement pris les devants. En mars 2010, Le Havre, dont Edouard Philippe, aujourd'hui premier ministre, est devenu maire en décembre 2010, obtient de l'Etat 10 millions d'euros pour participer à la construction d'un nouvel établissement susceptible d'accueillir 1 000 élèves pour un coût global de 27,8 millions d'euros... Alors que la décision de transférer les trois autres établissements au Havre n'est pas prise. Un coup de force pour placer les autres villes devant le fait accompli. « Nous étions dans notre rôle », estime Jean-Baptiste Gastinne, vice-président de la communauté d'agglomération du Havre. En juillet 2015, le président de la République, François Hollande, inaugure, en compagnie de l'édile UMP, la nouvelle école, presque vide.

L'alternance gouvernementale n'a pas changé la stratégie de l'exécutif vis-à-vis de la réforme indispensable au renouveau de l'établissement. En novembre 2012, le ministre délégué chargé des transports, de la mer et de la pêche, le socialiste Frédéric Cuvillier, confirmait le maintien des quatre sites. « Il décide de ne rien bouger », résume Patrice Laporte, directeur de l'ENSM.

L'immobilité des exécutifs successifs n'est pas sans conséquences pour l'établissement. A peine créée, « l'école a vu sa situation financière se dégrader rapidement, avec un résultat déficitaire en 2011 et une quasi-cessation de paiement en 2012. Seul le versement d'une subvention exceptionnelle d'un montant de 1,4 million d'euros en fin d'année 2012 a permis à l'école d'éviter la faillite », souligne la Cour des comptes. L'augmentation mal maîtrisée de la masse salariale et le maintien sur quatre sites des administrations, avec leurs coûts de fonctionnement, entraînent alors la très mauvaise santé financière de l'école.

Une réforme de longue haleine

Sur un plan pédagogique, celle-ci a obtenu en 2011 l'habilitation de la commission des titres d'ingénieurs, renouvelée en 2015. Toutefois la notoriété de l'école est si faible qu'en 2014, il y a moins de candidats à l'entrée que de places disponibles. « C'est catastrophique en matière de niveau », constate Patrice Laporte, nous avons eu trente redoublants. » A cela s'ajoutent « des interrogations sur le niveau du corps enseignant », souligne Hervé Thomas, délégué général d'Armateurs de France, qui représente les entreprises tricolores de transport maritime. « Nous avons des difficultés à recruter des enseignants, des anciens navigants qui ont des exigences salariales élevées », reconnaît Patrice Laporte. « Payer des contractuels nettement plus que des enseignants de l'éducation nationale, ce n'est pas possible. Il y a des règles générales que nous sommes obligés de suivre », tranche Thierry Coquil, directeur des affaires maritimes au ministère de la tran-

sition écologique et solidaire. Pour rationaliser ses ressources financières et humaines la réduction du nombre de sites semble indispensable ; l'exécutif doit rompre avec le statu quo maintenu par les gouvernements précédents.

« Un compromis a été trouvé, assure aujourd'hui Patrice Laporte. En 2021, les administrations, réparties sur les quatre sites, seront regroupées au Havre. » Par ailleurs, les sites de Saint-Malo et Nantes ne seront plus que « des antennes », hébergées dans d'autres établissements : « Les bâtiments malouins et nantais, qui coûtent cher, seront vendus, et la boîte à chaussons trop grande qu'est le bâtiment havrais sera remplie. » L'École nationale de la sécurité et de l'administration de la mer (Ensam) doit quitter Nantes pour Le Havre au plus tard en 2022 pour occuper les centaines de mètres carrés à disposition au sein de la nouvelle ENSM. Quant au site de Marseille, il continuera d'accueillir les étudiants durant leurs trois premières années d'études, à l'issue desquelles ils finiront leur cursus au Havre.

« Nous sommes loin de la rationalité absolue. L'Etat, dans son organisation, ne fait pas preuve de la même rigueur économique que les acteurs privés », constate Hervé Thomas. « Il n'est pas possible de faire table rase du passé et de mettre à la rue des personnes qui ont passé toute leur vie sur un site », répond Thierry Coquil. La réforme de l'ENSM est un processus de longue haleine, dont les effets sont et seront évalués par les armateurs. « Nous sommes agréablement surpris par le bon niveau des jeunes qui sortent aujourd'hui de l'établissement. Ils ont acquis une méthode, ils savent vite comprendre et s'adapter », estime Romain Chappel, directeur de la flotte de Calca Linea. « Ils ont une capacité à improviser, à relier différents concepts pour répondre à une situation d'urgence, corrobore Hervé Thomas. Aujourd'hui leur niveau est jugé suffisant. » Après des années de cale sèche, l'ENSM semble avoir retrouvé un cap. ■

ERIC NUNÈS
(LE HAVRE, ENVOYÉ SPÉCIAL)

Le Monde **CAMPUS**
présente

021 S'ORIENTER AU 21^e SIÈCLE

POUR TROUVER SA VOIE ET CHOISIR SON ORIENTATION
DÉBATS-RENCONTRES-ATELIERS-CONCOURS

MARSEILLE 5 FÉVRIER
NANCY 28 FÉVRIER - PARIS 6 ET 7 AVRIL
NANTES 17 DÉCEMBRE

Entrée gratuite : 021.lemonde.fr

Sous le haut patronage du

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA JEUNESSE

orange

FFE Fédération Française des Étudiants de l'Enseignement Supérieur

LE MONDE

L'UNIVERSITÉ SUPÉRIEURE DES ARTS APPLIQUÉS

Travailler en mer, « l'antidote à la routine »

QUAND ON NAÎT MALOIN, on grandit face à l'océan. Sur les remparts de la cité corsaire, la statue de bronze de Robert Surcouf, dûs au continent, pointe, depuis plus d'un siècle, la direction à prendre pour les nouvelles générations : le large. Les siècles passent et certaines traditions restent. « Moi aussi, je veux voir du pays », déclare Jacques Chevalier, 25 ans, originaire de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), fraîchement diplômé de l'École nationale supérieure maritime (ENSM) et, donc, jeune officier de la marine marchande.

Comment changer d'horizon à chaque lever de soleil et être bien payé pour parcourir le monde : voilà ce qui a motivé plusieurs jeunes officiers rencontrés dans la grande école de la marine marchande, dont le bâtiment à la fine étrave est planté entre terre et mer sur le port du Havre (Seine-Maritime). Bac scientifique en poche, Carl Larsson, 24 ans, né à Upsalla en Suède, ville universitaire posée à quelques encablures du port de Kapellskär, sur la mer Baltique, a intégré l'école havraise avec les objectifs partagés par tous les marins : « Partir, naviguer, changer. » Sus à la routine !

Ce désir de renouvellement, d'aventures, Basile Buisson, Marseillais de 29 ans, l'a ressenti fort. Diplômé en informatique, le jeune homme entame sa vie professionnelle derrière un ordinateur. Il exécute ses tâches,

conduit un projet, puis un autre, clone du précédent. « On recommande, on répète », se souvient-il. A 24 ans, l'ENSM lui apparaît comme « l'antidote à une vie de routine » et il réembarque pour cinq nouvelles années d'études. Diplômé jeudi 20 décembre 2018, il prendra la mer dès les premières semaines de 2019.

« J'embarque pour Panama »

Le tour du monde, les jeunes marins l'ont déjà exécuté lors de leurs phases de formation en entreprise, auprès des armateurs, à bord de paquebots, porte-conteneurs, pétroliers, méthaniers, navires océanographiques... « Je reviens de République dominicaine et j'embarque pour Panama », raconte, placide et visiblement heureux, Léo Bargain, 24 ans, malouin, diplômé de l'ENSM.

Avant même sa remise de diplôme, Carl Larsson, lui, est engagé par le croisiériste Ponant. Son année commencera par la réception et le contrôle d'un tout nouveau bateau, le dernier palace flottant de la compagnie. Il partira comme officier mécanicien sur toutes les mers du globe, « des Seychelles à l'Antarctique ».

Un marin aime partir, mais aussi revenir. En France, chaque jour travaillé donne droit à un jour de congé. « Le rythme me plaît, s'amuse Léo Bargain. Deux mois en mer, puis deux mois de vacances payé à ne rien faire... » Un système « plein d'avantages »,

souligne également Basile Buisson. En mer, l'équipage travaille sept jours sur sept et dix heures par jour. Peu de répit donc, mais une fois le navire conduit à quai, une autre vie de totale liberté est offerte. Avec suffisamment de revenus pour en jouir : les officiers débutants sont payés environ 3 000 euros par mois, sur treize mois. « Cela nous donne les moyens d'en profiter », s'accordent les jeunes marins.

Reste que le cadre des seuls océans, la promiscuité d'un équipage et la distance mise avec les proches demandent une adaptation. « Il faut être égoïste, savoir gérer l'éloignement de la famille et laisser vos proches gérer le quotidien », analyse Fabienne Perrot, qui, après onze années à parcourir mers et océans aux commandes de cargos, est devenue professeure de génie mécanique à l'ENSM. Il faut donc savoir tourner le dos au continent et à ses soucis pour se concentrer sur l'océan et la courbe d'acier que l'on manœuvre.

« L'humilité face à l'élément est indispensable, pas de fanfaron dans le rapport à la mer », dit l'enseignante. Vivre des semaines, voire des mois, avec un équipage dans un environnement restreint demande une force de caractère. « Les anxieux, les nerveux... n'ont pas leur place à bord. » Les autres, tels des aventuriers modernes, sont parés à embarquer, au long cours. ■

E. N.

Les étudiants français se ruent dans les facs de psycho belges

A l'Université libre de Bruxelles, le nombre d'inscriptions déposées par des Français a été multiplié par six en l'espace de deux ans

Test rapide et non scientifique : qui sont les étudiants présents, ce matin-là, dans ce cours de première année de master en psychologie, à l'Université libre de Bruxelles (ULB) ? Un coup d'œil suffit pour remarquer que les filles sont majoritaires. Une invitation à lever le bras va, elle, confirmer ces récits de la presse belge : les Français et Françaises sont très nombreux dans l'amphi, souhaitant décrocher ici, ou à Liège, Mons ou Louvain, ce master qui leur offrira l'accès à un diplôme et à une carrière.

Léa, Emma, Alban et les autres viennent de Lille, Reims ou Paris. Ils ont décroché en France une licence, mais n'ont pu accéder au master, faute de places pour tout le monde. « En France, depuis 2017, la procédure de sélection intervient désormais entre la troisième année de licence et la première année de master », rappelle la Fédération des étudiants francophones, qui s'inquiète des conséquences d'un afflux de candidats français vers les facs belges.

Dans les auditoires, les récits de jeunes qui dénoncent cette injustice sont nombreux. Alban Davoust, un ancien étudiant de l'université Paris-Descartes, a réalisé quinze demandes en France et n'a reçu une réponse positive qu'après s'être déjà inscrit à Bruxelles. La Fédération des étudiants en psychologie (Fenepsy), dont il est membre, estime que, pour 3 000 demandes d'accès à un master en France, 400 environ auraient reçu une réponse positive.

« Je suis en colère contre un système français qui, à la base, ouvre les portes et les ferme brutalement ensuite. Beaucoup de jeunes ont le sentiment d'être

trahis par leur université et, parfois, abandonnés tout », témoigne Alban Davoust, aujourd'hui inscrit en psychopathologie clinique à Bruxelles.

En Belgique, pas de mode de sélection autre que la réussite aux examens, pas de discrimination en fonction de la nationalité. Pas encore, du moins, car professeurs, recteurs et étudiants tirent la sonnette d'alarme : si ce phénomène d'afflux de Français perdure, la situation deviendra intenable. L'arrivée de ces jeunes, couplée à l'intérêt de plus en plus marqué des jeunes Belges pour les études de psychologie, complique la vie des responsables. « Le bouche-à-oreille continue de fonctionner en France, il est possible qu'un nouvel afflux se manifeste lors de la prochaine rentrée universitaire », prédit Alban Davoust.

« Le nombre de dossiers d'inscription déposés par des Français a été multiplié par six en l'espace de deux ans », indique Arnaud Destrebecqz, doyen de la faculté de psychologie à l'ULB. A l'université de Mons, plus de deux cents demandes – pas toutes suivies d'une inscription – ont été reçues en 2018, pour 27 en 2016. A Liège, 22 % des étudiants en master sont français, une proportion qui a doublé en deux ans et engendre « une vraie crainte », explique Etienne Quertemont, doyen de la faculté de psychologie, logopédie et sciences de l'éducation de l'université.

Le casse-tête des stages

Comme ses collègues, il évoque des problèmes de locaux, de supervision des travaux pratiques et, plus généralement, d'encadrement pédagogique. L'organisation des stages est un autre casse-tête : leur nombre est li-

mité en Belgique et ils doivent être régulièrement supervisés. S'ils sont effectués en France, cela entraîne des contraintes pratiques et organisationnelles pour l'étudiant et son maître de stage. L'ULB a donc dû décider qu'un étudiant en master pourrait exceptionnellement reporter son stage de première année sur la deuxième.

De nombreux étudiants ont décroché en France une licence, mais n'ont pu accéder au master, faute de places

Parant au plus pressé, les facultés ont improvisé d'autres mesures : embauches, adaptation des horaires, changements de locaux, dédoublement des travaux pratiques, cours en podcast consultables à distance. « La situation a été difficile, mais il faut féliciter ceux qui sont parvenus à la maîtrise », souligne Alban Davoust. M. Quertemont ajoute au tableau la nécessaire prise en compte, sur le plan pédagogique, de l'hétérogénéité des auditoires. En effet, les étudiants français qui intègrent, en première année de master, un système étranger arrivent, souligne-t-il, avec un niveau de formation et de préparation parfois très variable en fonction de leur université d'origine. Ce qui nécessite une attention particulière des enseignants.

Sous le couvert de l'anonymat, un de ces enseignants évoque les différences d'approche entre les facultés belges et certaines de leurs homologues françaises, « encore très marquées, voire beaucoup trop, par l'influence



persistante du courant psychanalytique, bien moins présent ici, et où se développent davantage les aspects scientifiques de la psychologie ». Soumises, en outre, à des mesures de rigueur budgétaire, avec l'instauration d'un système dit d'« enveloppes fermées » depuis 1998, les universités francophones belges redoutent toutefois de devoir affronter des difficultés financières. Les droits d'inscription (le « minerval »), qui dépassent à peine 800 euros, sont loin de couvrir le coût réel d'un étudiant, chiffré, en moyenne, à quelque 9 000 euros. Et le mode de financement ne tient pas assez compte de l'explosion du nom-

bre d'inscrits dans ces établissements, passé de 136 000 à 210 000 (dont 210 000 Français au total), dénonce la Fédération des étudiants francophones.

Mesures de contingence

Si cette fédération réclame au ministre francophone de l'enseignement supérieur une enveloppe financière exceptionnelle, les responsables politiques et les recteurs songent, quant à eux, à des mesures de contingence. Confrontés, dans le passé, à un afflux de Français en médecine, en orthophonie, en kiné ou en sciences vétérinaires, les pouvoirs publics ont, selon les disciplines, instauré en 2006 des

quotas de 20 % ou 30 % de non-résidents, les inscriptions se faisant après tirage au sort. Des recours ont été introduits auprès de la justice européenne et pourraient entraîner l'annulation de ces mesures. Invitée à intervenir, la Commission européenne n'a pas trouvé de solution. Certains, à Bruxelles et en Wallonie, envisagent dès lors une autre option : une forte augmentation des droits d'inscription, qui serait compensée par une aide versée aux seuls étudiants belges. « Ce serait boiteux, mais il faudra bien trouver quelque chose », soupire un recteur. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS (BRUXELLES, CORRESPONDANT)

Les galères des jeunes diplômés en psychologie

DEPUIS PRÈS de quatre mois, Sophie, 23 ans, titulaire d'un master de psychologie du travail à l'université de Grenoble-Alpes, cherche un emploi. Son diplôme devrait lui ouvrir des débouchés variés – ressources humaines, santé au travail, insertion professionnelle, orientation ou encore ergonomie –, mais les offres d'emploi sont rares et prises d'assaut.

« Je savais que ça ne serait pas simple, mais ça commence à me peser », confie Sophie, qui est retournée vivre chez ses parents en Haute-Savoie, puis chez sa sœur dans le Nord. Elle envisage de trouver un poste alimentaire, le temps de trouver un emploi de psychologue.

L'insertion est difficile pour de nombreux jeunes psychologues. Seuls 63 % des diplômés en master occupent un emploi stable trente mois après l'obtention du diplôme, selon des chiffres de 2017 du ministère de l'enseignement supérieur. Beaucoup doivent s'accommoder d'un statut précaire.

Comme Julie, diplômée en juillet 2017. Cinq mois après être sortie de l'université de Caen, la jeune femme avait trouvé un emploi à mi-temps dans une association d'orientation scolaire, intervenant dans les établissements privés de la région lyonnaise. Mais en

septembre 2018, le centre dépose le bilan. Elle est licenciée et se heurte à une pénurie d'offres dans son secteur – la psychologie du développement de l'enfant et de l'adolescent – à Lyon.

Depuis, elle intervient en tant qu'autoentrepreneuse dans plusieurs écoles. « Cette situation est précaire car ma paie dépend de la demande des écoles », explique-t-elle. Elle gagne désormais entre 1 000 et 1 500 euros net par mois. Avec un tel salaire, impossible de louer son propre appartement à Lyon. Comme Sophie, elle est retournée vivre chez ses parents.

Exercice libéral et mobilité

Pour ces jeunes, le salaire brut annuel s'élève en moyenne à 25 000 euros, dix-huit mois après le diplôme, et à 26 500 euros, trente mois après le diplôme, indique le ministère de l'enseignement supérieur. « C'est très bas pour un emploi de cadre ou en profession libérale », observe Jacques Borgy, psychologue clinicien et secrétaire général du Syndicat national des psychologues.

Pour s'en sortir, Sophie envisage de trouver un cabinet au sein duquel se lancer en libéral. « On observe une augmentation de l'insertion en exercice libéral depuis un peu plus de cinq ans », note Jacques Borgy. Aujourd'hui, 10 % des étudiants montent une activité libérale dans les deux ou

trois ans qui suivent leur diplôme.

Il y a dix ans, ils étaient une poignée. Pour lui, la profession pâtit d'un climat qui tend à externaliser les compétences, avec des établissements qui préfèrent faire appel ponctuellement à des psychologues libéraux.

Par ailleurs, la part de temps partiels dans la profession atteint un tiers des emplois plus de deux ans après le diplôme. Sortie de l'université de Caen en 2017, Charline, 25 ans, jongle entre un CDI à mi-temps dans un centre de formation à distance petite enfance à Argentan (Orne) et un CDD à 20 % à une heure de route du premier : « Cela demande une vraie organisation, et, dans l'un ou l'autre des centres, je rate un certain nombre d'événements ».

« Les jeunes diplômés en psychologie gagnent aussi à se montrer mobiles. Un tiers d'entre eux doivent trouver un emploi en dehors de la région de leur université », ajoute Jacques Borgy. Marjorie, 24 ans, diplômée d'un master de psychologie et justice à Lille, a ainsi accepté un poste à Charleville-Mézières (Ardennes). « Parfois je me dis que j'ai pris la mauvaise décision, mais il fallait que je commence à travailler. » Et même si son poste à la protection judiciaire de la jeunesse la passionne, elle guette les offres d'emploi de sa Normandie natale. ■

ALICE RAYBAUD

VIVEZ LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

1994 - 2019 ÉCOLE DES RELATIONS INTERNATIONALES

DEUX PARCOURS D'EXCELLENCE BAC+3 & BAC+5

- ◆ Bachelor en Relations Internationales (Bac+3)
- ◆ Deuxième Cycle en Relations Internationales (Bac+5)

Quatre spécialisations :

- Sécurité internationale et défense - Grade de Master
- Intelligence stratégique internationale - Grade de Master
- Coopération internationale des outre-mer - Titre RNCP Niveau 1
- International Business and Marketing - MSc

TELECHARGEZ L'APPLI ILERI

SOIRÉE PORTES OUVERTES VENDREDI 8 FÉVRIER

CONCOURS D'ENTRÉE JEUDI 28 MARS

COURS DU SOIR

01 40 53 00 44 - 20 bis Jardins Boileddieu, 92071 La Défense

Ils ont osé s'écouter et se sont lancés avec succès dans l'univers du jeu vidéo. Portraits de deux jeunes qui ont su construire leur propre chemin

Le « monsieur poule » des consoles

Christophe Galati a gagné sa notoriété grâce au mollusque Tako, héros de son premier jeu. Il est parti à Kyoto en résidence d'artistes

Soyez à l'affût : d'un bol de boulettes de poule peut parfois jaillir l'inspiration qui viendra propulser une carrière. Nous sommes un soir d'hiver, dans un petit restaurant japonais de la rue Sainte-Anne à Paris, et, en dégustant ses *takoyaki*, Christophe Galati imagine le personnage de son premier jeu : un jeune poule, Tako, qui se donne pour mission de réconcilier son peuple avec celui des humains et de ramener la paix dans un monde en guerre.

Il n'a alors que 20 ans et entame sa deuxième année dans son école de jeu vidéo. Le jeune développeur se lance un pari audacieux : créer son propre jeu de plateforme à destination du grand public. De ce travail farineux de programmation, d'écriture et de design, il ne délègue que la musique, réalisée par son ami compositeur Marc-Antoine Archier. Quatre ans plus tard, en octobre 2018, *Save Me Mr Tako*, financé par l'éditeur américain Nicalis, sort sur la console Nintendo Switch et connaît un vrai succès, notamment sur la scène nipponne.

« C'était surréaliste ! Se souvient Christophe Galati. Le lendemain qui a suivi la seule publication de la démo [version de démonstration] de Tako en 2014, beaucoup de streamers [joueurs qui diffusent leurs sessions de jeu] japonais s'en étaient déjà emparés ! »

« **«Mr Tako» est plus qu'un petit jeu d'arcade : on y découvre un scénario humaniste, qui parle de tolérance,**

Douglas Alves
professeur à l'école Isart Digital

Le jeu se fait peu à peu connaître en France et aux États-Unis et son concepteur met un pied décidé dans la sphère – en plein essor – des développeurs indépendants de l'Hexagone.

A première vue, on pourrait s'étonner du vent de nostalgie qui souffle sur ce premier jeu d'un si jeune créateur. Dans le



Devant la résidence d'artistes, à Kyoto.
LISA DAMATO
POUR M CAMPUS

milieu du gaming, on préfère le terme « rétro », une plongée très en vogue dans les jeux du passé, qui utilise leurs codes et leurs styles. Inspiré de l'univers de la Game Boy des années 1990 et de ses titres les plus célèbres (comme *Zelda* ou *Kirby*), *Mr Tako* était, en 2014, un hommage aux 25 ans de cette console mais aussi un clin d'œil à sa propre enfance.

Christophe Galati grandit dans une famille de cinq enfants. Chose rare, sa mère a eu des triplés. Les jeux vidéo, il tombe dedans dès son plus jeune âge. L'un de ses frères aînés est collectionneur de consoles et de boîtes de jeux, qui s'empilent aux quatre coins de la maison familiale à Valence (Drôme). Parmi ces appareils, la Game Boy de Nintendo fait figure de marqueur pour la « génération Pokémon », la sienne. Précoce, en classe de 6^e, Christophe Galati

touche déjà à la création de petits jeux de type RPG (pour *role playing game*), un genre qui s'inspire des jeux de rôles sur table.

« Avec un pote, on a découvert RPG Maker, un logiciel qui nous permettait de créer facilement nos propres jeux, sans avoir à faire de la programmation et du code », explique-t-il. Sans surprise, son premier jeu – « bourré de fautes d'orthographe » et « aux thèmes un peu dark » pour l'adolescent alors dans sa « phase emo » – situe l'intrigue dans l'univers de... Pokémon.

« Un outil d'expression »

Une fois son bac S en poche, le jeune Valentinois débarque à Paris pour rejoindre, en alternance, l'école privée de jeu vidéo et d'animation Isart Digital. Il s'y distingue rapidement par ses expériences passées mais aussi par sa patte assumée : « Christophe est

un rêveur. Il n'était pas venu là pour apprendre des algorithmes mais pour développer un art de raconter des histoires », décrit Rémi Bodin, professeur de code à Isart, qui se souvient de ce garçon arrivé « très introverti et qui a peu à peu gagné en confiance, notamment grâce à Mr Tako ». Le développeur chevronné n'a pas hésité à le coopter pour lui permettre de décrocher un stage, puis un poste dans la boîte où il travaillait lui-même : Persistant Studios.

« Le jeu vidéo est pour lui un outil d'expression. Pour preuve, Mr Tako est plus qu'un petit jeu d'arcade : on y découvre un scénario humaniste, qui parle de tolérance », ajoute Douglas Alves, professeur d'histoire et de culture des jeux vidéo à Isart, évoquant un jeune garçon « toujours très sérieux et passionné par l'histoire des jeux ». Programmation, design, culture du

jeu vidéo et stages dans plusieurs entreprises... Christophe Galati n'en a pas assez à l'Isart pour étancher sa soif d'apprendre. Il écume les *game jams* parisiennes – des week-ends de compétition autour d'un défi de conception –, où il avance ses pions.

Recherche d'« équilibre »

Et même quand il décroche son diplôme et qu'il signe un CDI chez Persistant Studios – qu'il quittera un an et demi plus tard –, il ne s'arrête pas pour autant dans la création de *Mr Tako*. Pendant encore plusieurs mois, Christophe Galati, remarquable, selon ses proches, par sa « ténacité », ne rentre le soir qu'avec une idée en tête : développer. Ses nuits et ses week-ends y sont totalement consacrés. « J'ai dû faire pas mal de sacrifices. Ma santé, ma vie sociale et ma vie amoureuse en ont pris un coup », souffle le jeune homme qui aspire aujourd'hui à plus « d'équilibre ». Une fois *Mr Tako* terminé, il se reconnecte au milieu qui lui plaît : celui des créateurs de jeux. Il fait le tour de la France pour des salons et s'envole même pour le Japon, le pays vers lequel se tourne son regard depuis des années, pour le Big Summit à Kyoto. A cette ville Christophe Galati ne dit qu'un au revoir.

Quelques mois plus tard, il remporte en effet un prix de l'Institut français, qui lui offre une place rémunérée dans une résidence d'artistes de Kyoto, pour développer son nouveau concept.

Dans la villa Kujoyama, sorte de « grand château perché sur une montagne », qu'il a rejointe au tout début de l'année 2019, le Japon foisonne à nouveau sous ses pieds. Déterminé, il se lance dans les rues de la ville aux mille temples, pour toquer aux portes des studios indépendants, où il espère pouvoir, à terme, se faire une place. Mais le jeune artiste garde en tête un désir, celui de poursuivre le voyage entamé l'histoire des vieilles consoles, jusqu'à celles d'aujourd'hui. En grand passionné. ■

ALICE RAYBAUD

Une « reine » dans un monde masculin

Cofondatrice du studio Accidental Queens, Miryam Houali, 27 ans, s'est fait connaître grâce au succès de la suite de jeux « Lost Phone »

Le smartphone git au sol, perdu, sans doute. Vous le ramassez, jetez deux-trois regards sur les côtés, devant, derrière : de toute évidence, pas de propriétaire à l'horizon. Il ne vous en voudra sûrement pas de l'allumer et d'y fouiner... Il faudra bien l'identifier pour pouvoir le lui rendre, non ?

Ainsi aurait pu démarrer, dans la vraie vie, l'enquête dans laquelle nous plonge *A Normal Lost Phone*. Dans ce jeu vidéo, sorti sur mobile et PC en janvier 2017, le portable trouvé est fictif et nous devons comprendre ce qui est arrivé à Sam, un jeune garçon qui a disparu sans laisser de traces... C'est en rejoignant la création de ce jeu, en 2016, que l'artiste 2D Miryam Houali voit son parcours décoller. A cette période, la jeune Parisienne passait d'une mission « mal payée » à une autre. « J'étais répartie vivre chez ma mère : le cliché même de l'étudiante qui vit dans le garage de la maison familiale », plaisante-t-elle.

Ce n'était pourtant pas faute d'avoir mis toutes les chances de son côté. Après une terminale littéraire, celle qui prend des cours de dessins depuis ses 8 ans intégre l'Institut supérieur des arts appliqués. Ses trois années dans cette école privée la laissent sur sa faim : une fois le diplôme décroché, elle s'envole pour Londres. Elle tente de s'y établir en free lance, et y côtoie des artistes du milieu de l'animation.

Très vite, elle se heurte à son « manque d'expérience et de réseau ». Elle postule alors à l'École nationale du jeu et des médias interactifs numériques (Enjmin) d'Angoulême, l'une des écoles françaises les plus reconnues dans le domaine du jeu vidéo. Elle y suivra pendant deux ans le master « jeux et médias interactifs numériques, spécialité conception visuelle », qui dépend du Conservatoire national des arts et métiers, et jongle entre stages et cours.

C'est en avril 2016, deux ans après son diplôme, que sa chance

tourne. Elle rejoint alors le projet *Lost Phone*, « un jeu qui avait été développé lors d'une game jam [un hackathon sur le thème des jeux vidéo] et qui me plaisait. Mais il n'était pensé que comme une aventure benevole ». Lorsque l'équipe envisage de le commercialiser et de monter une entreprise, la jeune femme se laisse tenter.

Prix et bonnes critiques

La suite prend une tournure « incroyable » pour les sept membres de l'équipe, la plupart encore étudiants : la campagne de financement participatif dépasse les espérances (plus de 11 000 euros récoltés), l'éditeur Plug In Digital entre dans la danse, et les premières critiques sur le jeu sont bonnes. Le jeu remporte plusieurs prix, dont une mention honorable pour la narration à l'Independent Games Festival, l'un des plus prestigieux de la scène indépendante.

Surfant sur cette vague, Miryam Houali et deux de ses collègues, la

développeuse Diane Landais et la game designer Elizabeth Maler, créent le studio Accidental Queens, installé aujourd'hui dans le centre d'affaires d'un quartier chic de Lille : « Queens » – reines – pour insister sur la majorité féminine de l'équipe du studio, rare dans un monde très masculin.

Et ce n'est pas un détail dans une communauté régulièrement critiquée pour certains comportements sexistes, en particulier à l'égard de créatrices de jeux. « Aujourd'hui, seuls 15 % des postes de production sont occupés par des femmes dans cette industrie, et beaucoup de clichés persistent sur leur rapport aux jeux vidéo. Il est essentiel pour nous de montrer que ce métier est accessible aux femmes. » Si elle dit n'avoir jamais eu à subir de comportements déplacés, Miryam sait que l'expérience professionnelle n'a pas été « aussi rose » pour plusieurs de ses amies : « Certaines ont été harcelées, d'autres encore agressées sur leur



A Lyon, en janvier. ALICE RAYBAUD VIA M CAMPUS

lieu de travail et ce même dans des studios renommés. »

Cette implication contre le sexisme s'inscrit dans toute une démarche engagée. Les jeux portés par cette entreprise abordent des thèmes qui lui sont chers : la cause LGBT et particulièrement la transidentité dans le premier *Lost Phone*, les violences faites aux femmes dans sa suite, *Another Lost Phone*, sortie en septembre 2017, ou encore le rapport à l'information dans leur nouveau projet en cours, prévu pour

début 2019 en coproduction avec la chaîne Arte.

« Miryam est intrinsèquement sur ses valeurs. C'est une de ses grandes forces – en découle une profonde loyauté – mais aussi une de ses faiblesses – elle ne pardonne pas facilement », souffle Diane Landais. Des valeurs mais jamais de « morale », approuve Miryam : « Nous portons l'idée qu'il est possible d'aborder des sujets de tous les jours dans le jeu vidéo... et d'ouvrir la réflexion. » ■

A. RA.